

Inflation^{1 2 3}



0. Prolégomènes⁴ :

« *les avatars multiples de la loi de l'offre et de la demande... »*

Chaque jour, les medias m'assaillent avec ce mot : « *inflation !* »... Inflation comme ci, inflation comme ça ! ... Comme les hirondelles, l'inflation est de retour !⁵ Or, depuis le début des années {1990}, l'inflation semblait maîtrisée en France, avec un « *taux moyen* » $\pm 2\%/an$ (niveau de taux d'ailleurs plutôt souhaité pour des raisons que nous verrons plus avant).

Les conversations professionnelles ou privées, commentent, avec plus ou moins d'inquiétude, le « *retour* » de cette inflation tant redoutée ! Et chacun d'y aller de son commentaire ; chacune et chacun influencés par les implications concrètes que tout agent économique (**publique ou privé, y compris ménages et entreprises**) est susceptible de subir... Et nos économies modernes s'étaient imaginées avoir maîtrisé cette diablerie !... A la suite des crises récemment traversées (**Covid**) ou en cours (**guerre / grèves**), les autorités monétaires s'efforcent sinon d'éviter le réveil de cette hydre, visent au moins à contenir ses effets pervers ...

Hé bien ! Aujourd'hui, je vous propose que nous enquêtions sur ce phénomène économique majeur : essayons de « *décortiquer* » dans le laps de temps qui nous est imparti, cet indicateur fondamental de la santé d'une économie et de la nôtre en particulier ! ... Exploitions donc cette veine... Sans prétendre dominer l' α et l' Ω du sujet, nous pouvons néanmoins le « *tangenter* » d'assez près... Pour ce faire, je ferai appel, sans vergogne, à une pléthore d'auteurs que je m'efforce de citer, aux manquements près !

Ainsi nous pouvons nous interroger quant à la définition de ce phénomène, aux modalités de calcul de son marqueur et à ses belles courbes d'évolution, avec un parcours simplifié dans l'Histoire nous aidera à appréhender ses déterminants. Ils sont objets de recherches depuis plusieurs siècles et de thèses multiples (**pas forcément contradictoires, chacune contenant une part de vérité**)... En fait, le concept d'inflation est-il si univoque qu'il paraît ?... Quelles en sont les causes ? Pourrait-on envisager, aussi, les conséquences de cette inflation ? Et surtout entrevoir quelques moyens consacrés à maîtriser cette dilatation incongrue ... Nous ferons appel à des experts pour nous « *dire* » la situation actuelle...

Plus fondamentalement, nous sommes en présence

d'un vaste « système complexe, multi-acteurs, micro et macro-acteurs »...

* * * * *

¹

<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/inflation/#:~:text=L'inflation%20est%20une%20situation,moins%20de%20choses%20qu'auparavant.>

² Le site « *lafinancepourtous.com* » est édité par l'Institut pour l'Education Financière du Public (IEFP), association d'intérêt général, éligible au mécénat et agréée par le Ministère de l'Education Nationale. L'IEFP a été créé pour aider chacun à acquérir les bases de connaissances nécessaires pour : se sentir plus à l'aise avec les questions financières, comprendre les enjeux économiques et prendre en connaissance de cause les décisions...

³ Source : Jean-Pierre Testenoire, Marie Berrah, Bahija Bouzerda.

⁴ Jean-David Haddad : « *Inflation / 9 vérités pour comprendre et s'adapter* », Editions Business JDH, Paris, février 2022, ISBN : 978-2-38127-245-0, 85 pages.

⁵ https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/le-grand-retour-de-l-inflation_2163849.html.

Nous proposons un cheminement balisé en 10 étapes :

| Sommaire : | |
|--|---------------|
| Item : | Page : |
| 0. Prolégomènes : | 1 |
| Sommaire : | 2 |
| 1. Les avatars de la loi de l'offre et de la demande | 3 |
| 2. Examinons quelques définitions ... | 4 |
| 3. Comment est calculée l'inflation ? | 5 |
| 4. Evolutions récentes de l'inflation ... | 10 |
| 5. Eléments d'Histoire de l'inflation ... | 14 |
| 6. Causes de l'inflation ? | 20 |
| 7. Conséquences de l'inflation ? | 25 |
| 8. Variations autour de la notion d'inflation ... | 28 |
| 9. Quelles sont les perspectives à court terme, en France ? ... | 34 |
| 10. En guise de conclusion ... | 36 |

1. Les avatars de la loi de l'offre et de la demande ⁶ :

Chocs d'offre et de demande

❖ **Un choc d'offre** est une variation imprévue des conditions de production qui affecte les producteurs :

- cette variation peut être positive et permet d'accroître l'offre, les quantités produites ;
- cette variation peut être négative et réduit donc l'offre, les quantités produites.

Il s'agit d'un choc qui peut affecter directement les facteurs de production...

Par exemple : un tremblement de terre est destructeur d'usines donc de capital.

Par exemple : l'arrivée de travailleurs immigrés accroît le nombre de travailleurs donc les capacités de production.

Ce choc peut aussi affecter indirectement les capacités de production. Ainsi, une baisse des impôts payés par les entreprises accroît la rentabilité et donc incite à produire plus (et/ou à baisser les prix de vente).

A l'inverse, une hausse du prix du pétrole a évidemment l'effet ... inverse : les coûts de production augmentent et n'incitent pas les entreprises à produire plus.

❖ **Un choc de demande** est une variation imprévue de la demande globale adressée aux producteurs :

- cette variation peut être positive et pousse donc les producteurs à produire plus et/ou à augmenter les prix ;
- cette variation peut être négative et a donc les effets inverses et notamment une baisse de la production.

Ces chocs de demande peuvent être très divers : hausse des dépenses publiques, baisse des impôts payés par les ménages ou par les entreprises (elles peuvent acheter, donc demander, plus de machines, l'investissement étant un élément de la demande).

Enjeux :

La nature du choc est essentielle du point de vue de la politique économique à mener notamment en cas de choc négatif.

La crise actuelle est-elle plutôt un choc d'offre ou de demande ?

- S'il s'agit d'un choc de demande (les banques n'alimentant pas suffisamment les demandes de crédit pour consommer, produire et investir), il faut relancer la demande.
- A l'inverse, certains économistes pensent que la longueur de la crise signifie qu'il ne s'agit pas vraiment d'une crise conjoncturelle de la demande mais d'un problème d'offre : les entreprises françaises ont des taux de marge faibles qui empêchent de financer le développement de capacités productives. Dans ce cas, les politiques de relance sont inutiles : il faut restaurer la compétitivité des entreprises...

Indicateurs : il n'existe pas d'indicateurs qui mesureraient l'existence d'un choc d'offre ou d'un choc de demande ou alors il s'agit de multiples indicateurs selon la nature du choc (destruction de bâtiments et de machines, hausse d'impôts, forte hausse du SMIC, etc.)...

⁶ <https://ses.webclass.fr/notions/chocs-doffre-et-de-demande/>. 26/09/2021

2. Examinons quelques définitions...

○ D'abord « Inflation » :

« L'inflation » est une **↑ hausse généralisée et durable** des prix des biens et services. Cette situation entraîne une **↓ diminution du pouvoir d'achat de la monnaie** : → → → → "avec la même somme d'argent, je peux acheter moins de choses qu'auparavant".

C'est un **phénomène macroéconomique** (il n'a pas lieu dans un seul secteur, par exemple une mauvaise récolte) qui est révélateur de la hausse de tous ces prix....

Inflation = « processus de hausse cumulative et auto-entretenu du niveau général des prix »⁷

Quid de l'inflation sous-jacente ? : d'après l'INSEE, « l'indice d'inflation sous-jacente est un indice désaisonnalisé qui permet de dégager une tendance de fond de l'évolution des prix ». Il exclut les prix soumis à l'intervention de l'État (électricité, gaz, tabac...) et les produits à prix volatils (produits pétroliers, produits frais, produits laitiers, viandes, fleurs et plantes,...) qui subissent des mouvements très variables dus à des facteurs climatiques ou à des tensions sur les marchés mondiaux. L'indice d'inflation sous-jacente est corrigé des mesures fiscales (hausse ou baisse de la TVA, mesures spécifiques sur les produits...) de façon à en neutraliser les effets.

In fine : « l'inflation sous-jacente est plus adaptée à une analyse des tensions inflationnistes, car moins perturbée par des phénomènes exogènes ».

○ -Ensuite : « Déflation » :

La « déflation » représente un processus auto-entretenu de **↓ diminution générale du niveau des prix**, à la production comme à la consommation. La déflation est un signal de récession (contraction de l'activité économique et du PIB) qui se traduit par la baisse de la production et des revenus (comme au Japon de 1999 à 2003 par exemple)...

○ Ensuite : « Désinflation » :

La « désinflation » est une **↓ du taux d'inflation**, c'est-à-dire par la **↓ diminution du taux de croissance des prix** : les prix augmentent toujours, à un rythme < auparavant...

○ Ensuite : « Stagflation » :

La « stagflation » est une situation caractérisée simultanément par la **stagnation de la production** (faible croissance économique et forte augmentation du chômage) **et de l'inflation** (France entre 1975 et 1983 par exemple) ;

○ Enfin : « Hyper inflation » :

« L'hyper inflation » est caractérisée par la croissance rapide du niveau des prix (Allemagne en 1923)...

⁷ Pierre Bezbakh : « Inflation et désinflation », Editions La Découverte, Collection : « Repères », Paris, 2021, ISBN : 978-2-348-04183-9, page 3.

3. Comment est calculée l'inflation ? :

En France, l'inflation est mesurée mensuellement par l'INSEE à travers :

- Indice des Prix à la Consommation (IPC) et
- Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH).

* * * * *

2.1.° L'indice des prix à la consommation : est l'instrument de mesure de l'inflation.

Cet indice permet de calculer, entre 2 dates, la variation moyenne des prix des produits consommés.

Comment est construit l'indice des prix à la consommation de l'Insee ?

Il est basé sur l'observation d'un **panier fixe** de biens et services (le fameux panier de la ménagère !), actualisé chaque année. **Chaque produit y est pondéré proportionnellement à son poids dans la dépense de consommation des ménages.**

Il est publié chaque mois au Journal Officiel...

Pour calculer l'indice des prix à la consommation, l'INSEE observe la variation du prix de dizaines de milliers de biens et services. Les biens et services sont réunis en grandes catégories auxquelles il est attribué une pondération...

Le détail précis des prix étudiés n'est pas rendu public car si c'était le cas, par exemple, il deviendrait possible pour des producteurs et commerçants de modifier uniquement les prix observés par l'INSEE, ce qui fausserait les statistiques...

Par exemple, en 2021 : le poids relatif « produits et services » était le suivant :

| Alimentation : | Logement * | Restauration | Habillement |
|----------------|------------|--------------|-------------|
| 15,8% | 15,3% | 6% | 3,6% |

*ce poids prend en compte les loyers et des charges, comme l'eau, l'électricité, etc.

L'IPC ne prend pas en compte l'évolution des prix de l'immobilier à l'achat. Pourquoi ? un achat immobilier est considéré comme un investissement et non comme une consommation. Lorsque l'on calcule la pondération adossée aux loyers, l'INSEE tient compte du fait que 60% des Français sont propriétaires et corrélativement, ne paient pas de loyer.

La pondération des dépenses de loyers (généralement autour de 6%) est une moyenne qui cache de grandes disparités entre propriétaires et locataires.

Entre 2000 et 2021, la hausse de l'IPC a été en moyenne de 1,4%/an. Cette moyenne masque des variations différentes selon le type de produits. Exemple : le prix du gaz a augmenté de 4%/an en moyenne au cours de cette période, le fioul domestique de 2,7% et le tabac de 6,4%. À l'inverse, les prix moyens de la santé ont baissé de 0,2%/an, des loisirs de 0,32%/an et des communications de 1,68%/an...

Les variations de prix tiennent compte de l'évolution de la qualité. Exemple, si le prix d'une voiture reste identique et si sa qualité a augmenté, l'INSEE considérera que son prix a baissé...

La 1^{ière} génération d'indices date de 1914. Au cours du temps, la couverture de l'IPC s'est universalisée. **L'IPC base 2015 constitue la 8^{ième} génération d'indices** et est entré en service en janvier 2016...

Quelles sont les limites de l'indice : on peut adresser 3 types de reproche à cet indice : quant à sa représentativité, quant à sa composition et quant à son contenu :

- **1. Représentativité :** comme tout indice, cet indicateur est synthétique et doit donc représenter l'ensemble des situations de consommation pour l'ensemble des ménages, alors que la réalité est hétérogène. Par exemple, il y a peu de rapport entre la consommation du jeune cadre supérieur célibataire et la consommation d'un couple d'employés urbain avec 2 enfants. Or l'indice des prix des biens et services consommés est le même dans ces 2 cas distincts.
- **2. Composition :** la forme de la pondération des postes budgétaires peut être contestée. Exemple : Le poids du loyer n'est pas le même si on est locataire ou propriétaire, si on est jeune (a priori locataire) ou plus âgé (plus souvent propriétaire).
- **3. Contenu :** la production de double indice (avec ou sans tabac) fait perdre à cet indicateur son aspect synthétique. Pourquoi pas un indice avec ou sans alcool, avec ou sans cholestérol ? La soustraction du tabac dans l'indice des prix est liée à la volonté de l'État de fortement augmenter le prix du tabac pour des raisons de santé publique bien compréhensibles. Mais il n'empêche que cette hausse existe et que l'indice hors tabac ne la mesure désormais plus.

Ce calcul d'indicateur d'inflation, on le voit, est, au fond, présomptueux : tout le monde n'achète pas la même chose : chaque ménage a ses habitudes de consommation :

- certains possèdent une voiture et mangent de la viande,
- d'autres ne se déplacent qu'en transports en commun ou sont végétariens.

Ce sont les dépenses moyennes de l'ensemble des ménages qui déterminent le poids des différents biens et services dans la mesure de l'inflation.

Cette mesure de l'inflation prend en compte tous les biens et services consommés par les ménages, notamment :

- les biens d'usage courant (tels que les produits alimentaires, les journaux ou l'essence)
- les biens durables (habillement, ordinateurs, machines à laver, etc.)
- les services (salons de coiffure, assurances ou loyers)

Il est possible, sur le site de l'INSEE, de calculer son inflation « personnelle » selon ses propres habitudes de consommation...

« Inflation » et « Pouvoir d'achat » : il faut distinguer l'augmentation des prix (l'inflation) de l'augmentation du « coût de la vie ».

Pour l'Insee, « L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie.

La perte de valeur des unités de monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agents.

En revanche, l'augmentation du coût de la vie affecte la répartition fonctionnelle et personnelle des revenus, sans toucher à la relation entre la masse monétaire et le produit national définissant le pouvoir d'achat de la monnaie. »

Exemple de calcul de l'inflation (prix en €)

| Quantités achetées au cours de l'année de référence | Prix (année de référence) | | Prix (1 an plus tard) | | Prix (2 ans plus tard) | |
|--|---------------------------|-------|-----------------------|-------|------------------------|-------|
| | / unité | total | / unité | total | / unité | total |
| 150 baguettes | 1,50 | 225 | 1,30 | 195 | 1,60 | 240 |
| 100 tasses de café | 2,40 | 240 | 2,40 | 240 | 2,15 | 215 |
| 12 coupes de cheveux | 20 | 240 | 22 | 264 | 23 | 276 |
| 1 veste d'hiver | 145 | 145 | 176,00 | 176 | 160 | 160 |
| Prix total du panier | | 850 | | 875 | | 891 |
| Indice des prix | | 100,0 | | 102,9 | | 104,8 |
| Taux d'inflation | | | | 2,9% | | 1,8% |

2.2.° Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) : l'inflation dans la « zone € » :

la hausse des prix à la consommation est mesurée par « l'indice des prix à la consommation harmonisé » (IPCH). **Le terme « harmonisé » signifie que l'ensemble des pays de l'Union européenne (« zone € ») ont adopté la même méthodologie, pour que les données puissent être comparées.** Cette mesure globale permet de suivre l'évolution des prix. Elle constitue une carte qui aide la BCE (Banque centrale européenne) à prendre ses décisions.

Et le but de la BCE est de maintenir la stabilité des prix. Les instances européennes veillent à ce que l'inflation, donc la variation des prix, reste faible, stable et prévisible à un taux de 2% à moyen terme...

La principale différence entre l'IPCH et l'IPC porte sur les dépenses de santé : l'IPCH suit des prix nets des remboursements de la sécurité sociale tandis que l'IPC suit des prix bruts.

L'IPC et l'IPCH sont des indicateurs de variation mensuelle d'un panier de différents produits et services représentatifs de la consommation finale des ménages.

Méthodologie de calcul de l'IPCH :

1. **Relevés des prix :** chaque mois, des enquêteurs relèvent 1,8 million de prix dans 200.000 points de vente. Ces observations sont effectuées dans 1.600 villes, grandes et moyennes, de la « zone € ». **Les prix sont relevés dans chaque pays pour, en moyenne, environ 700 biens et services représentatifs.** Le nombre de biens et services pris en compte dans l'échantillon varie d'un pays à l'autre. Pour chaque produit, plusieurs prix sont relevés dans différents points de vente et dans différentes régions...

2. **Pondérations des groupes de produits** : les groupes de produits sont pondérés selon leur poids dans le budget moyen des ménages. Pour que l'indice demeure pertinent et prenne en compte les modifications des habitudes de consommation, les pondérations sont révisées à intervalles réguliers. Elles sont établies à partir des résultats d'enquêtes effectuées auprès des ménages. Les pondérations sont des moyennes nationales reflétant les dépenses de toutes les catégories de consommateurs (riches, pauvres, jeunes, personnes âgées, etc.).
3. **Pondérations des pays** : elles sont calculées en fonction des parts respectives des pays dans le total des dépenses de consommation au sein de la « zone € ». À la suite de l'évaluation stratégique de 2021, le Conseil des Gouverneurs s'est prononcé en faveur de l'inclusion des coûts associés à la propriété d'un logement dans l'IPCH, afin de mieux refléter l'expérience des ménages en matière de hausse des prix. C'est un projet de longue haleine auquel Eurostat travaille actuellement. Dans l'attente, la BCE aura recours à d'autres mesures de l'inflation tenant compte des coûts de propriété pour mieux comprendre les variations des prix dans l'économie.

Qui calcule l'IPCH ? ...

... à l'échelon national ? : il existe, dans chaque pays de la « zone € », un institut national de la statistique, qui calcule l'IPCH pour le pays concerné.

... à l'échelle de la « zone € » ? : chaque institut national de la statistique transmet ses chiffres à Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne. Eurostat calcule ensuite l'IPCH pour l'ensemble de la « zone € ». En outre, Eurostat veille à la qualité des données nationales en vérifiant leur conformité aux normes juridiquement contraignantes ⁸.

* * * * *

2.3.° Inflation perçue : les enquêtes d'opinion auprès des consommateurs montrent que ces derniers peuvent avoir le sentiment que l'inflation est plus élevée que ne l'indiquent les indices effectifs des prix. A quoi tiennent ces perceptions d'inflation ?

Plusieurs études livrent les conclusions suivantes :

- **Nous remarquons davantage les hausses des prix qu'une stabilité ou une baisse des prix.** Les augmentations restent plus longtemps ancrées dans nos mémoires. Nous prêtons généralement moins d'attention à des prix stables ou en baisse, bien que de telles évolutions soient également prises en compte dans le calcul du taux d'inflation moyen.
- **Nous accordons plus d'attention à nos achats réguliers.** Ces dernières années, les prix de certains biens et services que nous achetons fréquemment, comme l'essence, le pain et les transports en commun, ont plus augmenté que l'inflation moyenne. Nous sommes souvent influencés par la variation des prix de ces biens et services dans notre perception de l'inflation, ce qui peut nous conduire à surestimer le taux d'inflation effectif.

⁸ Pour plus de détails, voir les pages du site Internet d'Eurostat concernant l'IPCH.

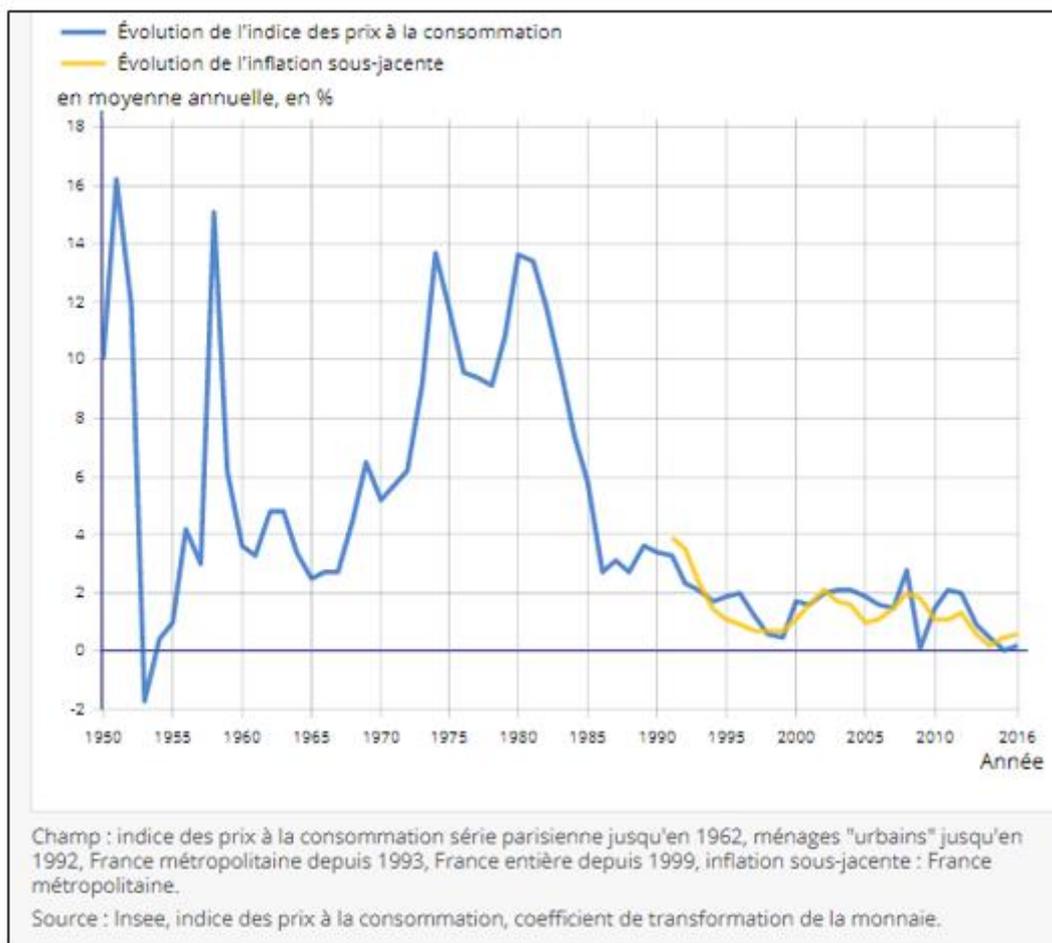
- **Nous faisons moins attention aux achats occasionnels et aux prélèvements automatiques.** Une part notable de notre budget est affectée à des biens et services que nous achetons moins fréquemment, comme une voiture ou des vacances. Certaines dépenses (loyer ou facture de téléphone, par exemple) sont généralement réglées par prélèvement automatique ou par virement. Et nous ne songeons pas immédiatement à ces dépenses et à ces variations de prix lorsque nous pensons à l'inflation.
- **Inflation « personnelle ».** L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) (comme l'IPC) est établi sur la base d'un panier type de biens et de services. Ce panier est représentatif de l'ensemble des ménages. Toutefois, les ménages qui doivent faire face à une hausse des prix supérieure à la moyenne sont sans doute plus conscients de la situation que ceux pour qui les augmentations des prix sont inférieures à la moyenne.
Exemple : si la hausse des prix des carburants est beaucoup plus forte que celle des autres biens et services, les personnes qui utilisent fréquemment leur voiture estimeront sans doute que le taux d'inflation est plus élevé que l'IPCH, car leurs dépenses personnelles de carburant sont supérieures à la moyenne. À l'inverse, l'inflation « personnelle » de celles et ceux qui conduisent rarement ou pas du tout sera perçue comme moins forte.
- **Les taux d'inflation sont mesurés sur les 12 derniers mois, alors que nos souvenirs remontent plus loin dans le temps.** L'IPCH est défini comme un rythme de progression sur 12 mois. Cela signifie que l'on compare le niveau général des prix d'une période donnée (par exemple janvier 2019) à celui enregistré un an plus tôt (en janvier 2018). Or, lorsqu'ils forment leur perception de l'inflation, les consommateurs peuvent avoir en mémoire les prix en vigueur quelques années auparavant. Sur une longue période, les prix ont tendance à augmenter sensiblement, même si le taux d'inflation annuel est bas.
- **Variations des prix et améliorations de la qualité.** Nous considérons souvent que tout changement de prix d'un produit est synonyme d'inflation. Ce changement s'accompagne cependant parfois d'une amélioration de la qualité du produit, que l'IPCH neutralise en éliminant la variation due à la différence de qualité.

2.4° Calculez son taux d'inflation personnel :

https://france-inflation.com/calculateur_inflation.php

4. Les évolutions récentes de l'inflation : ⁹

La hausse des prix à la consommation dans la « zone € » depuis 1950 : dans les années 1970 et 1980, l'inflation a atteint un niveau élevé dans de nombreux pays européens. Mais depuis le milieu des années 1990, les taux d'inflation ont baissé sensiblement en raison des mesures prises par ces pays dans la perspective de l'introduction de l'€ et grâce à la politique monétaire de la BCE. Bien sûr, nous savons qu'aujourd'hui, l'indice « inflation », repart à la hausse...



Champ : indice des prix à la consommation issu de plusieurs séries

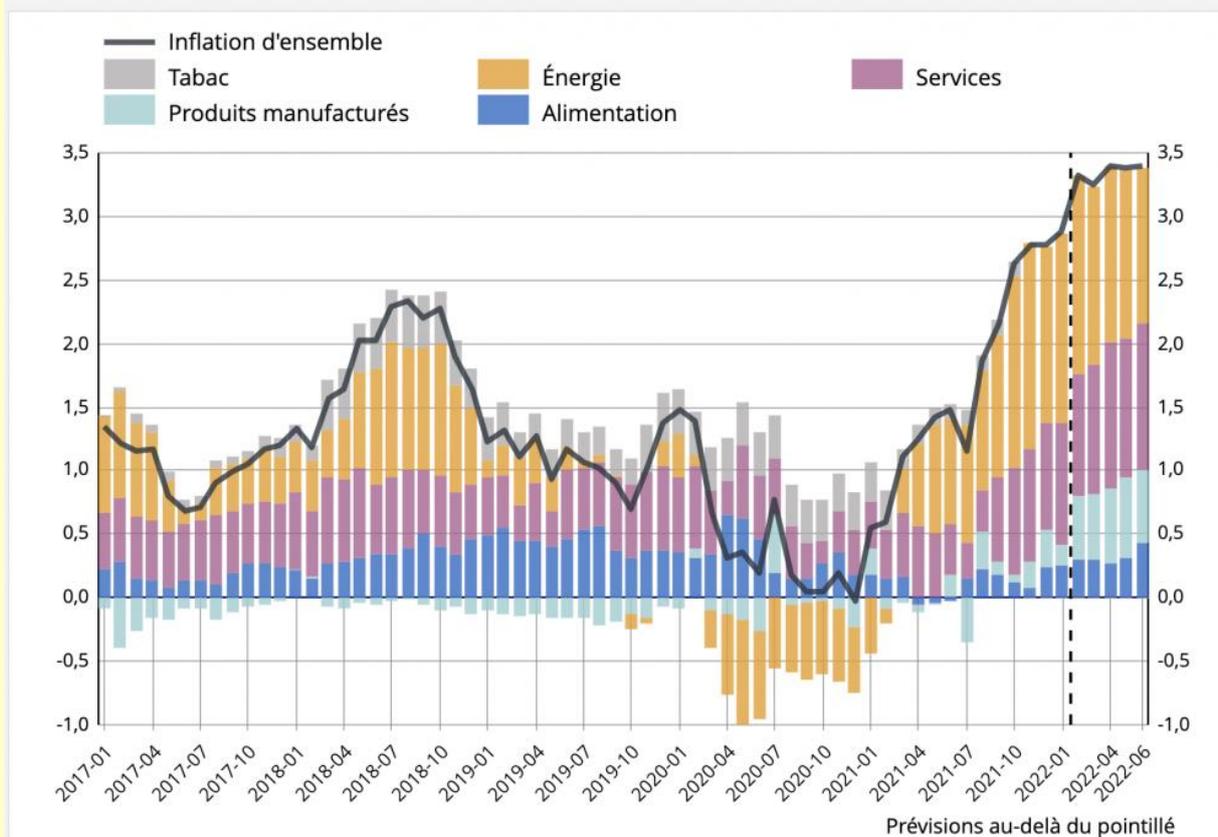
Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1950 à 2016, en France (Source : INSEE)

⁹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4277780?sommaire=4318291>



Évolution de l'indice des prix à la consommation en France de janvier 2000 à janvier 2009.

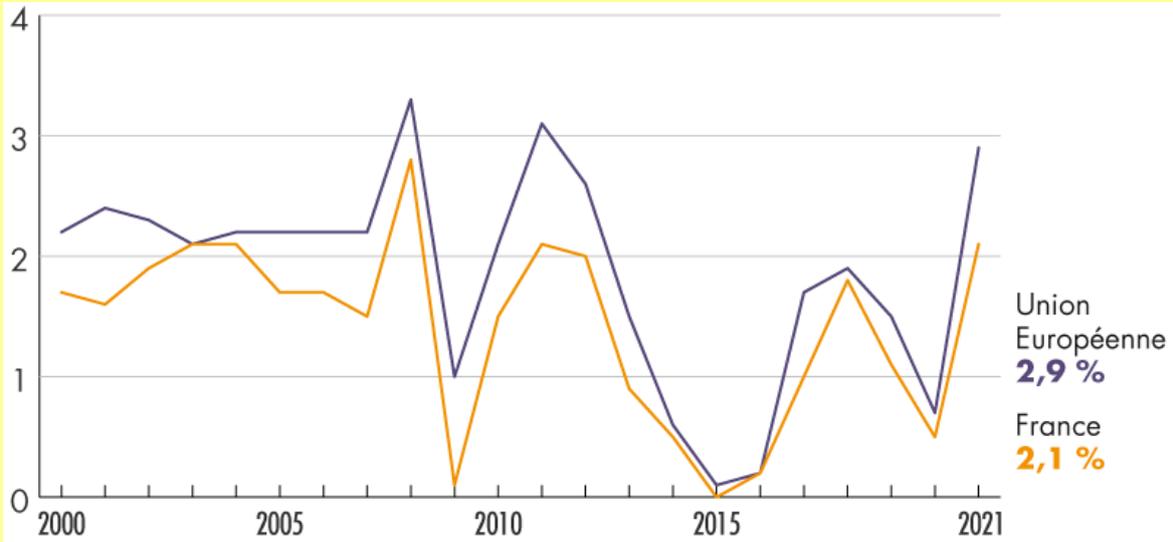
inflation en glissement annuel, en %, contributions en points



Lecture : en janvier 2022, les prix à la consommation ont progressé de 2,9%/ 1an et de 3,4% en juin 2022

(Source : INSEE)

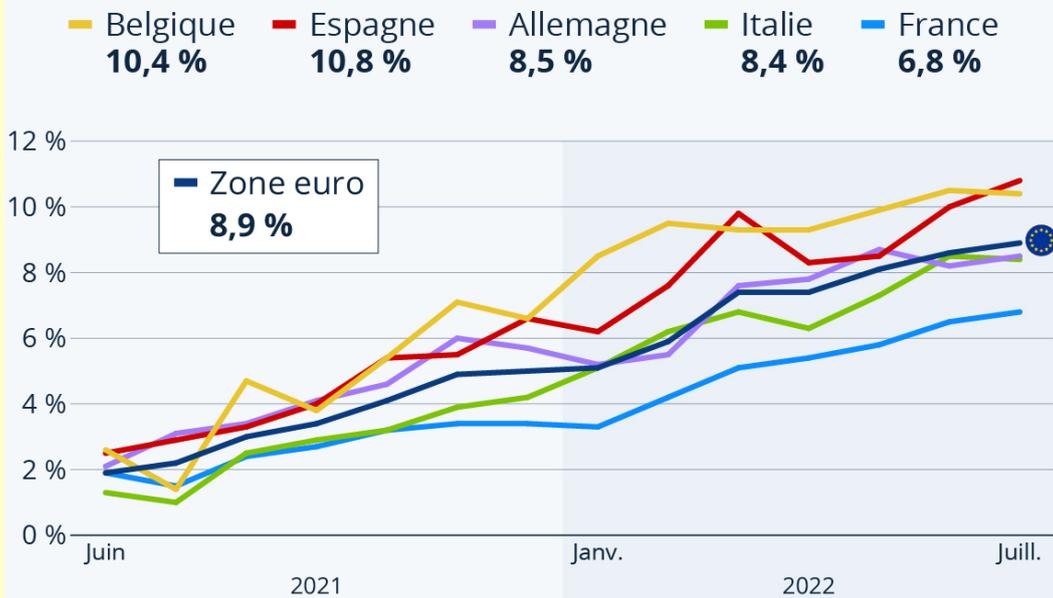
Taux d'inflation en variation annuelle en France et Europe, en % :



Source : lafinancepourtous.com d'après INSEE et Eurostat

Inflation record en Europe

Évolution de l'indice européen des prix à la consommation harmonisé (IPCH) dans la zone euro, en glissement annuel *



* donnée indiquée dans la légende : estimation en juillet 2022.

Source : Eurostat



statista

Comparaison entre l'inflation perçue par les ménages et l'inflation réelle



Indices des prix à la consommation (IPC et ICPH) résultats provisoires - septembre 2022¹⁰

En septembre 2022, les prix à la consommation (IPC) augmentent de 5,6 % /1 an, après +5,9 % en août. **Cette baisse de l'inflation serait due au ralentissement des prix de l'énergie et des services.** Les prix des produits manufacturés augmenteraient /1 an à un rythme proche du mois précédent et ceux de l'alimentation accéléreraient. Sur 1 mois, les prix à la consommation se replieraient de 0,5%, après +0,5% en août. Les prix des services se contracteraient du fait du repli saisonnier plus marqué que l'année dernière des prix de certains services liés au tourisme. Pour le 3^{ème} mois consécutif, les prix de l'énergie baisseraient dans le sillage des prix des produits pétroliers. Ceux des produits manufacturés et de l'alimentation ralentiraient.

Inflation en septembre (provisoire) : -0,5% sur un mois et +5,6% sur un an



Sur un an, l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) augmente de 6,2%, après +6,6% en août. Sur 1 mois, il recule de 0,5%, après +0,5 % le mois précédent.

* * * * *

¹⁰ Informations Rapides, 30 septembre 2022, n°256. Publication des résultats définitifs : le 14 octobre 2022. Prochaine parution : le 28 octobre 2022.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6537535#:~:text=Sur%20un%20an%2C%20selon%20l,1%C3%A9nergie%20et%20des%20services.>

5. Eléments d'Histoire de l'inflation ¹¹

Evolution des prix et de l'économie, en Europe occidentale jusqu'au XIX^{ème} siècle ¹²

| | | | | | | | | |
|--|---|--|--|---|---|--|------|------|
| <i>Évolution des prix</i> | Fortes inflation (III ^e siècle). | | Lente montée des prix (inflation rampante). | Fortes inflation (XVI ^e siècle). | Oscillation des prix. | Hausse de tous les prix (fin XVIII ^e siècle). | | |
| <i>Histoire monétaire</i> | | Régression de la circulation monétaire. | Besoin d'argent des souverains. Rente foncière payée en argent. | Entrée massive d'or et d'argent. | Stabilité de la masse monétaire. | Nouvelles entrées d'argent. | | |
| <i>Événements économiques et sociaux</i> | Esclavage. Retour vers l'économie domaniale. | Déclin de l'esclavage au profit du servage. | Déclin du servage. Développement des échanges marchands et de la bourgeoisie urbaine. | | Mercantilisme. | Émergence du libéralisme. | | |
| <i>Périodisation sociopolitique</i> | Empire romain d'Occident (→ 476). | Anarchie militaire (conquêtes, pillages, dernières invasions). | Essor urbain. Paix relative. | « Renaissance ». Société féodale. Guerre de Cent Ans. | Palier dans l'essor productif. Guerres religieuses et européennes. | DÉBUT DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE (fin XVIII ^e s.) Expansion agricole. Société féodo-marchande. Guerres européennes. Paix relative en Europe. Conflits « coloniaux » entre la France et l'Angleterre. | | |
| | 0 | 500 | 1000 | 1350 | 1500 | 1600 | 1700 | 1800 |

Apport de l'Encyclopédie Universalis ¹³ : les observateurs de la vie économique et sociale ont, très tôt, identifié les liens entre monnaie et inflation. Au XVI^{ème} siècle, des penseurs européens, tels que Jean Bodin en France, soulignent la responsabilité de l'afflux de métaux précieux, notamment d'argent, en provenance des nouvelles colonies américaines, via l'Espagne et le Portugal, dans l'envolée des prix que subit l'Europe tout entière à cette époque. Dès 1576, Bodin peut ainsi écrire : « *Je crois que les prix élevés que nous observons de nos jours sont dus à environ 4 ou 5 causes. La principale, et presque la seule (à laquelle personne n'a fait allusion jusqu'à présent), c'est l'abondance d'or et d'argent* » (Supplément aux « Six livres de la République », 1576). De même, chaque découverte d'une nouvelle mine d'argent, en Autriche ou en Allemagne par exemple, est bientôt suivie d'une poussée inflationniste, qui toutefois ne porte pas encore ce nom. C'est avec l'invention du « papier monnaie », et plus encore à la suite des émissions massives, visiblement excessives, qui en sont faites, en France au moment de la Révolution – les fameux assignats – et en Angleterre pendant les guerres napoléoniennes que les « économistes » – dont l'espèce était apparue en Europe depuis le milieu du XVIII^{ème} siècle, qu'il s'agisse, en France, des physiocrates, avec François Quesnay et Turgot notamment, ou, en Angleterre, des classiques, avec Adam Smith, puis, au début du XIX^{ème} siècle, David Ricardo – théorisent pleinement la relation causale entre quantité de monnaie en circulation et inflation : les émissions massives de papier monnaie pour financer les guerres apparaissent alors comme étant, de toute évidence, responsables des très fortes hausses de prix observées.

¹¹ Pierre Bezbakh, op.cit.

¹² Pierre Bezbakh, op . cit. page 6.

¹³ Source : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/inflation/3lestheorieseconomiquesdelinflation/#PH020253>

Les prix ont évolué dans l'Histoire :

La période plutôt récente : le capitalisme industriel fut marqué par de fortes variations de prix : « après 1,5 siècle durant lequel se succédèrent des phases de hausses et de baisses des prix, l'inflation, d'abord "rampante", puis "ouverte" et "galopante", s'affirma comme un phénomène majeur dans les pays capitalistes développés après la II^{nde} Guerre mondiale, même si la hausse des prix fut d'une ampleur très inégale »¹⁴. Puis une désinflation se produisit durant les années 1980, pour stabiliser les hausses de prix annuelles, entre 1 et 2%, au début du XXI^{ème} siècle...

En définitive : la stabilité des prix est un fait plutôt exceptionnel...

Différentes périodes de l'Histoire (Antiquité, Moyen-Age, Renaissance...) connurent des périodes de hausses de prix, périodes plus ou moins longues...

Exemple « Antiquité » : au III^{ème} siècle ; l'Empire romain d'Occident traversait une grave crise économique et politique, la hausse du prix des denrées et rémunérations, fut importante ; Cette inflation était associée à une dépréciation de la monnaie romaine provoquée par la raréfaction de l'or et l'argent, remplacée par une « mauvaise monnaie » en cuivre, étain et plomb. En 301, l'empereur Dioclétien tenta de réglementer les prix : « édit du Maximum » prévoyait la peine de mort pour ceux qui augmentaient abusivement les prix. Puis Constantin (306-337) réalisa une réforme monétaire en créant de nouvelles espèces d'or et argent pour rétablir la confiance dans la monnaie impériale.

Exemple du « Moyen-Age » : durant les temps féodaux (XI^{ème} – XV^{ème} siècles), les prix agricoles et ceux des produits artisanaux tendirent à augmenter, mais d'une façon lente (en dehors des périodes de guerre ou de pénurie). Ce mouvement rognait, en longue période, le pouvoir d'achat de la rente foncière féodale et explique en partie la crise du XIV^{ème} siècle...

Exemple du XVI^{ème} siècle : au XVI^{ème} siècle, l'inflation fut vive en Europe : la hausse des prix fut de l'ordre de 400% de 1500 à 1600.

Si l'inflation du III^{ème} siècle s'explique en partie par une pénurie de métal, celle du XVI^{ème} siècle résulte au contraire de l'abondance d'or et d'argent en provenance des colonies américaines de l'Espagne. **Dans les 2 cas, ces phénomènes monétaires conduisirent à ces hausses de prix en raison de la faiblesse de l'appareil productif :**

- au III^{ème} siècle, l'Empire romain, traversé par une vague d'invasions ruinant les riches provinces de Gaule et d'Asie, reposait sur l'utilisation d'une main-d'œuvre d'esclaves peu productive et sur le tribut prélevé dans les régions conquises.
- au XVI^{ème} siècle, l'essor du XV^{ème} siècle avait fait place à la stagnation et les dépenses d'apparat ou guerrières des princes n'étaient pas de nature à stimuler les forces productives ; et cette période fut celle des guerres civiles et religieuses et des guerres européennes...

Dans les 2 cas, l'inflation sanctionna l'insuffisance de la production.¹⁵

¹⁴ Pierre Bezbakh, op.cit.

¹⁵ Jean Bodin et l'inflation du XVI^e siècle : dans sa « *Response au paradoxe de M. de Malestroit* » publiée en 1568, le Français Jean Bodin (1530-1596) fournit une explication de la « grande cherté de toute chose » mettant en avant l'afflux de métal transformé en monnaie et circulant en Europe par le biais des dépenses civiles et militaires espagnoles. Mais il évoque aussi la spéculation des producteurs de céréales stockant les grains en attendant les hausses de prix, celle des financiers et les dépenses improductives (pour le « plaisir des princes »). **Il associe à la cause monétaire des facteurs « comportementaux » sans lesquels l'inflation eut été moins forte.**

Durant les XVII^e et XVIII^e siècles, les prix européens fluctuèrent sans connaître de tendance nette. Ils dépendirent à la fois du flux d'importation de métal quasi nul au XVII^e siècle, légèrement positif au XVIII^e, des phases de pénurie ou d'abondance de la production de denrées agricoles, et de l'effet destructeur des guerres provoquant des phases successives de hausse et de baisse des prix.

→ Ces exemples montrent que si le développement de l'inflation est lié à celui de la création monétaire...

→ il dépend aussi des conditions de production, structures sociales et « chocs exogènes ».

L'évolution des prix au XIX^e siècle : d'une façon générale, les prix industriels tendent à baisser, sauf durant les périodes de guerre internationale, de guerre civile américaine et du boom des chemins de fer au milieu du siècle. Cela peut s'expliquer par 2 facteurs :

- le 1^{er} est l'intégration croissante de nouvelles techniques de production qui réduisent les coûts unitaires en augmentant les quantités produites ;
- le 2nd est l'existence de débouchés limités qui rendent vive la concurrence entre producteurs.

Si l'on envisage la période 1790-1890, on observe une multitude d'oscillations des prix et de la production, autour de plusieurs grands cycles longs débordant sur le XX^e siècle

Chacun comprend une phase d'expansion (phase A) et **une phase de dépression** (phase B).

La phase A est associée, selon des auteurs comme Nicolai Kondratieff ou Joseph Schumpeter, à l'exploitation intensive d'un produit nouveau exerçant un effet entraînant sur le reste de l'économie (coton, puis chemins de fer, puis automobile, électricité, chimie).

La phase B s'explique par l'excès de la capacité de production relativement à la demande mondiale, en raison de la croissance trop lente des rémunérations salariales.¹⁶

Inflation et déflation durant l'entre-2-guerres : après l'inflation de pénurie, caractéristique des années de guerre, le retour de la paix en Europe permit un redémarrage de la production et une croissance modérée des prix, sauf en Allemagne, où sévit une « hyperinflation ».

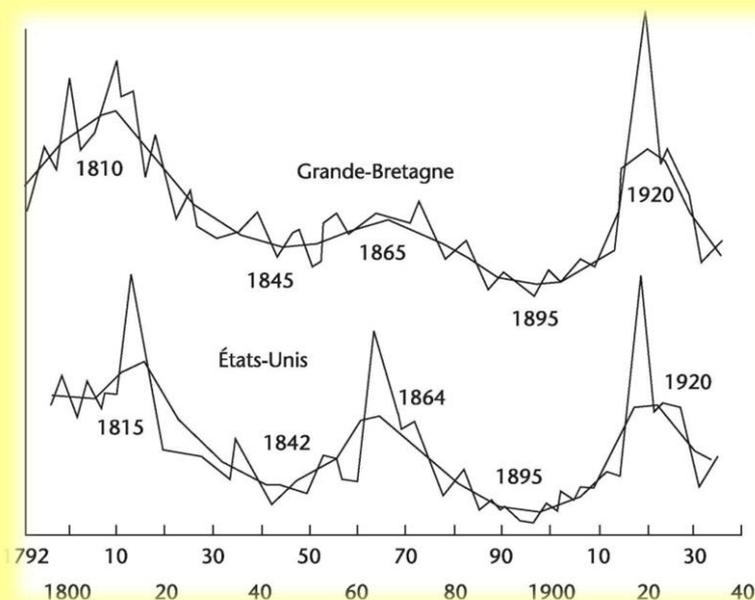
D'une façon générale, on assista, durant les années 1920, à un essor remarquable de la production industrielle dans les grands pays développés. **Il reposa sur un développement sans précédent de l'investissement industriel** (passant aux États-Unis de 16% du produit national en 1919 à 22% en 1927), sur une intégration rapide du progrès technique dans l'appareil de production, et sur une augmentation sensible des salaires nominaux. Au-delà de ce trait d'ensemble, la corrélation entre les fluctuations de l'activité et des prix apparaît avec netteté :

- croissance et hausse de prix en 1919-1920, puis de 1922 à 1926,
- et stabilisation ou reprise de la production et des hausses de prix en 1928-1929 ;
- baisse des prix et de la production en 1921, 1927-1928 et après 1929.

L'effondrement prix et activité durant les années 1930 constitue le phénomène marquant de cette période.

¹⁶ La France connaît au XIX^e siècle, au même titre que les États-Unis et la Grande-Bretagne, le même mouvement à la baisse des prix de gros et le même renversement de tendance au milieu des années 1890, qui conduira à l'explosion inflationniste du XX^e siècle. Mais l'importance de son agriculture protégée et peu productive explique la persistance de la hausse de ses prix de détail durant ce siècle déflationniste.

Le mouvement long des prix aux États-Unis et en Grande-Bretagne



Source : B. Rosier et P. Dockes : « Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique »
La Découverte/Maspero, Paris, 1983, p. 117.

Si l'on s'intéresse au cas de la France, on s'aperçoit que les caractéristiques des cycles du XIX^{ème} siècle sont toujours présentes : développement rapide de la capacité de production que de la demande de biens de consommation.¹⁷ **Les conditions d'une crise de surproduction étaient donc réunies. La baisse des prix, très forte de 1929 à 1934-1935, entraîna un effondrement des profits et un blocage de l'investissement, car elle était plus forte que celle des coûts de production, et des salaires en particulier.** Mais **la relance n'intervint vraiment qu'à partir de 1936, par le moyen conjugué des hausses de salaires et du développement de l'investissement public.** On assista alors à une reprise sensible de la production industrielle et à une remontée des prix. Celle-ci fut plus marquée en France que dans le reste du monde, en raison du fait que la France connut à la fois une hausse plus forte des coûts de production et une dépréciation du franc. Cette dépréciation du franc était due en grande partie aux sorties de capitaux provoquées par l'inquiétude des milieux financiers durant les années de Front populaire (1936-1938). Une amorce de « *normalisation* » s'opéra dès que le gouvernement Daladier affirma, à l'automne 1938, son désir de rompre avec les socialistes et communistes, et de mener une politique plus « *orthodoxe* » : refus de nouvelles hausses de salaires, remise en cause de la loi sur les 40 h de travail hebdomadaire, fiscalité plus favorable aux entreprises.

Les années de guerre relancèrent une inflation due à l'énorme ponction sur la production nationale effectuée par l'occupant allemand, imposant un tribut compris entre 400 et 500 millions F/jour, et des réquisitions considérables en nature (charbon, biens industriels et alimentaires). Les destructions causées par les combats allaient aggraver la désorganisation de l'économie et la raréfaction de l'offre...

¹⁷ voir J. Marseille et A. Plessis : « *Vive la crise et l'inflation* », 1983.

L'inflation des années 1950-1980 : les années qui suivirent la fin de la IInde Guerre mondiale furent marquées par l'inévitable tension sur les prix provoquée par une situation de pénurie et par le désir de consommer après des temps de privations. Une partie importante des ressources était consacrée à la reconstruction de l'appareil productif et des moyens de communication.

Du début des années 1950 à la fin des années 1960, s'affirma un phénomène nouveau dans l'histoire des économies industrialisées : la hausse des prix, bien que relativement modérée (environ 3%/an en moyenne), devint permanente, et tendit à augmenter légèrement à la fin de la période.

Cette hausse des prix s'accéléra ensuite fortement à la suite des 2 « chocs » pétroliers de 1973-1974 et de 1979.

Croissance et inflation : en 1970, l'OCDE publiait un rapport intitulé : « *L'Inflation, le problème actuel* ». Les auteurs s'inquiétaient d'un taux d'inflation dépassant 5%/an et reflétant une situation de « *surchauffe* » généralisée de l'économie mondiale. Toujours selon ce rapport, **cette montée de l'inflation provenait du succès des politiques économiques suivies depuis l'après-guerre et qui visaient à soutenir la croissance et éviter le chômage.** Les cycles du XIX^{ième} siècle et des années 1930 semblaient avoir disparu, pour faire place à un développement régulier de la production et des revenus réels des principales catégories sociales. Le produit intérieur brut réel augmenta d'environ 5%/an dans l'ensemble des pays de l'OCDE durant les années 1960 (et le produit réel par habitant de près de 4%), ce qui représente un *doublément de la richesse nationale en 15 ans*.

La volonté des salariés, entrant dans l'ère de la consommation, de bénéficier des avantages d'une croissance rapide et le comportement des chefs d'entreprise portés vers l'élargissement de leur capacité de production firent passer au 2nd plan l'objectif de stabilisation des prix.

Inflation dans les principaux pays de l'OCDE (1953-1981)¹

| | 1953- 1959 | 1960- 1968 | 1968- 1973 | 1974 | 1975- 1978 | 1979 | 1980 | 1981 |
|-------------|---------------|---------------|---------------|------|---------------|------|------|------|
| États-Unis | 2,1 | 2,4 | 5,1 | 10,5 | 6,9 | 8,9 | 10,4 | 8,9 |
| Japon | 3,4 | 5,2 | 6,9 | 21,0 | 8,2 | 3,6 | 7,5 | 4,5 |
| RFA | 1,8 | 3,1 | 6,3 | 7,1 | 4,1 | 4,2 | 5,8 | 6,2 |
| France | 4,8 | 4,0 | 6,4 | 14,8 | 10,1 | 10,8 | 13,3 | 13,0 |
| Royaume-Uni | 3,4 | 3,7 | 7,5 | 16,9 | 15,8 | 13,6 | 16,2 | 11,2 |
| Italie | 2,4 | 4,3 | 7,2 | 21,3 | 16,2 | 14,7 | 20,4 | 18,0 |
| Canada | 1,6 | 2,6 | 5,3 | 10,5 | 8,2 | 8,5 | 10,0 | 11,2 |
| Ensemble | 2,7 | 3,1 | 5,9 | 14,0 | 8,5 | 8,3 | 10,8 | 9,1 |

1. Variations en pourcentage d'année en année, et moyenne annuelle de ces variations par périodes, de l'indice des prix du produit intérieur brut, ou des prix à la consommation (depuis 1975).

Source : OCDE, *Revue économique*, n°1, automne 1983 : « *Statistiques rétrospectives (1960-1983) ; Perspectives économiques de l'OCDE* », juillet 1991 et juin 1995.

Une 1^{ière} poussée inflationniste (1968-1973) : les politiques anti-inflationnistes ne furent donc jamais draconiennes, et les années 1968-1973 furent marquées par une tension plus forte sur les coûts, y compris dans le secteur industriel...

La 2nde montée de l'inflation (1974-1980) : durant les derniers mois de 1973 et l'année 1974, le quadruplement du prix du pétrole allait amplifier le phénomène, alors que se poursuivait la hausse des rémunérations nominales.

Dès 1976, le taux d'inflation se réduisait (sauf en Italie et en Espagne) retombant à environ 8% en moyenne dans les 7 grands pays de l'OCDE (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada) jusqu'en 1979 contre 14% en 1974 et 10,6% en 1975 (voir tableau I, supra).

Cette stabilisation du rythme de l'inflation allait de pair avec celle du prix de l'énergie (qui dura du milieu de 1974 au début de 1979) **et avec la décélération de la hausse des coûts salariaux...**

Du début de 1979 au début de 1981, le prix du pétrole allait connaître de nouveau une brutale augmentation, puisqu'il passa de 13\$/baril de brut fin 1978 à 35\$ début 1981.

Désinflation dans les principaux pays de l'OCDE

| Pays | Années | | 1982-1985 | 1986-1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 |
|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------|------|------|------|
| | 1979-1981 | 1982-1985 | | | | | | |
| États-Unis | 11,7 | 4,3 | 4,0 | 4,2 | 3,0 | 3,0 | 2,6 | |
| Japon | 5,5 | 2,2 | 1,4 | 3,2 | 1,7 | 1,3 | 0,7 | |
| RFA | 5,3 | 3,3 | 1,4 | 4,1 | 5,1 | 4,4 | 2,7 | |
| France | 12,6 | 8,7 | 3,1 | 3,4 | 2,5 | 2,2 | 1,7 | |
| Royaume-Uni | 14,4 | 6,0 | 5,9 | 7,5 | 4,2 | 2,5 | 2,0 | |
| Italie | 18,7 | 12,6 | 5,7 | 6,2 | 5,0 | 4,5 | 4,2 | |
| Canada | 11,0 | 6,2 | 4,5 | 5,6 | 1,5 | 1,9 | 0,2 | |
| Ensemble | 11,0 | 5,2 | 3,6 | 4,8 | 3,3 | 2,8 | 2,0 | |

1. Variations en pourcentage d'année en année, et moyenne annuelle de ces variations par périodes, de l'indice des prix à la consommation. Source : d'après « Perspectives économiques de l'OCDE », n° 57, juin 1995.

Le rapport entre taux d'inflation et de croissance est difficile à préciser.

Si l'on se livre à une comparaison sur une plus longue période, la désinflation se trouve corrélée avec un ralentissement de la croissance...

La stabilisation de l'inflation réduite (années 1990-2018) : la phase la plus spectaculaire de la désinflation était terminée dans la plupart des grands pays au milieu des années 1980... sauf quelques soubresauts à la fin des années 1980 et au tout début des années 1990... La France, qui avait fait partie des pays inflationnistes suite des chocs pétroliers, conserva de 1994 à 2002 des taux d'inflation < à 2%, à peine supérieurs en 2003-2004, et de l'ordre de 1,5% en 2005 d'après l'Insee.

Dans la plupart des pays de la « zone € », la faiblesse des taux d'inflation durant cette dernière dizaine d'années laissait penser que le phénomène de l'inflation est bien maîtrisé. Et cette inflation réduite est, surtout en Europe, combinée à un taux de croissance qui atteint rarement 2,5%/an, taux jugé insuffisant pour résoudre le problème du chômage :

- certains considèrent qu'une inflation plus faible permettrait une meilleure compétitivité de l'économie et relancerait croissance et emploi /essor des exportations,
- d'autres pensent, au contraire, que le désir (injustifié) de vouloir éviter toute remontée de l'inflation (même limitée) conduit à des politiques qui brident la croissance et rendent impossible une réelle réduction du chômage...

6. Quelles sont les causes de l'inflation ? :

... qui génèrent différentes formes d'inflation...

Ajustement / désajustement entre les mécanismes macroéconomiques de détermination des revenus et la réalité microéconomique du fonctionnement des entreprises génèrent les phénomènes socio-économiques qui concourent à l'inflation ou à la désinflation...

A l'époque (XV^{ème} et XVI^{ème} siècles) où les métaux précieux affluaient des territoires découverts par les grands explorateurs, l'inflation qui toucha, alors, le « *Vieux Continent* » est un phénomène incompréhensible pour les contemporains ! Jean Bodin¹⁸ fournit une 1^{ère} explication au phénomène : la hausse de la masse monétaire serait à l'origine de l'inflation. C'est la « *théorie quantitative de la monnaie* ». On sait, a priori, que l'inflation est un phénomène complexe, qui peut provenir de différents facteurs, à étudier (... phénomène complexe, multi-acteurs ...)...

L'inflation a donc des causes multiples qui sont susceptibles de se combiner :

4 facteurs sont liés à l'inflation :

- **1. L'inflation par les coûts :** les entreprises cherchent la quantité optimale de production qui leur permet de maximiser leurs profits. Si les coûts de production augmentent, les entreprises vont les répercuter sur les prix de vente, les produits étant en même quantité. Par exemple, si le coût du travail augmente après des négociations salariales, cela entraîne un accroissement des charges patronales. De même, si la fiscalité s'accroît, l'impôt sur les sociétés va faire baisser les profits de l'entreprise. Donc, lorsque les prix des matières premières s'accroissent, ils pèsent sur les coûts de production. De même, si en raison de la faiblesse du chômage, les entreprises doivent augmenter les salaires pour attirer de nouveaux employés. En réaction, et pour conserver leurs marges bénéficiaires, les entreprises sont incitées à augmenter leurs prix, ce qui provoque un 1^{er} saut inflationniste. Toutefois, si les salaires sont indexés sur l'inflation, la hausse des prix est répercutée automatiquement sur le niveau des salaires, qui s'accroissent à leur tour. Il s'en suit une nouvelle hausse des prix et un cercle vicieux inflationniste se met en place. C'est ce processus qui était à l'œuvre dans les économies occidentales au milieu des années 1970 après le 1^{er} choc pétrolier et qui a conduit à l'apparition de taux d'inflation annuelle élevés, > à 10 %.
- **2. L'inflation par excès de création monétaire :** certains économistes qualifiés de « monétaristes » affirment que l'inflation « est toujours et partout un phénomène monétaire » (pour reprendre l'expression de leur chef de file, Milton Friedman). Ils considèrent que l'inflation apparaît parce que le stock de monnaie circulant dans l'économie est trop important par rapport à la quantité de biens et services offerts. Un excès de création monétaire par les banques commerciales ou par le financement du déficit public par la banque centrale (ce que l'on dénomme souvent par l'expression « faire fonctionner la planche à billets ») serait à l'origine de l'inflation. Dans ce contexte, celle-ci est alimentée par un excès de demande... On identifie une inflation monétaire. Pour Friedman, l'inflation « est toujours et partout un phénomène monétaire » : l'excès de monnaie par rapport à la production réelle entraîne une inflation.

¹⁸ Jean Bodin (1529-1596) fut économiste et philosophe. Il doit sa renommée aux « *Six Livres de la République* » qui constituent un des ouvrages les plus importants du XVI^e siècle, et qui figurent parmi les grands classiques de la philosophie politique.

Les monétaristes considèrent que la monnaie est l'huile de l'économie : dans une voiture, l'huile doit s'adapter à la voiture (si on en met trop, la voiture brûle, si on en met pas assez, la voiture n'avance pas). Tout comme l'huile, il faut la bonne quantité de monnaie, adaptée à l'évolution du volume de la production ; si la quantité de monnaie n'est pas corrélée au volume de production, l'inflation apparaît. **Les monétaristes montrent également que les politiques de relance n'entraînent, à long terme, que de l'inflation.** En effet, lorsque la masse monétaire est augmentée, les agents sont victimes d'une illusion monétaire, les laissant croire qu'ils ont plus d'argent et qu'ils peuvent donc consommer davantage. Mais rapidement, ceux-ci se rendent compte de l'illusion et modifient leur comportement, ce qui met un terme aux effets bénéfiques de la relance ; ainsi, le seul effet de la relance est l'inflation car la masse monétaire s'est, elle, bien accrue. Les nouveaux classiques vont encore plus loin dans leur théorie des anticipations rationnelles (la politique monétaire n'a aucun effet, même à court terme, car les agents savent qu'elle a été mise en place).

- **3. L'inflation importée :** lorsque le taux de change d'une monnaie se déprécie par rapport aux autres principales devises de facturation du commerce mondial (essentiellement \$, £, ¥ et €), le coût des produits importés augmente. **Ce renchérissement des importations se répercute dans tous les secteurs de l'économie et touche les ménages autant que les entreprises.** Ce phénomène peut avoir pour origine une hausse des cours des produits énergétiques et agricoles sur les marchés mondiaux. **L'internationalisation des échanges conduit à l'importation de l'inflation issue des pays avec lesquels les échanges sont effectués.** Ce type d'inflation est arrivé après le 1^{ier} choc pétrolier, lorsque le prix du pétrole a été multiplié par 5 en moins d'1 an.
- **4. L'inflation par la demande :** lorsque **la demande de produits ou de services s'accroît mais que l'offre de produits et services n'arrive pas à s'adapter à ce surcroît de demande, les prix sont poussés à la hausse.** Les entreprises mettent en œuvre des programmes d'investissement pour accroître leur production et embauchent de nouveaux salariés, ce qui stimule davantage l'activité économique et la demande globale des ménages. **Tant que les quantités produites ne parviennent pas à satisfaire la demande globale, le processus de hausse des prix se poursuit.** Cette situation est typique d'une économie qui sort d'une phase prolongée de faible croissance ou même d'une récession. Dans un contexte de sortie de conjoncture morose ou déprimée, les entreprises ne réagissent pas immédiatement à une hausse de la demande pour leurs produits car elles cherchent à écouler leurs stocks et **préfèrent avoir la confirmation du caractère durable de la reprise avant d'investir.**

Il convient d'établir une distinction entre inflation conjoncturelle et structurelle :

- **l'inflation conjoncturelle** est liée à un phénomène qui n'est que transitoire (la guerre).
- **l'inflation structurelle** est plus profonde, elle vient des fondements mêmes de l'économie capitaliste. En effet, lorsque les lois naturelles du marché ne sont plus garanties, la liberté de concurrence peut être atteinte. Par exemple, si l'on se trouve dans une économie oligopolistique dans laquelle seules quelques entreprises imposent leurs prix (qui peuvent être élevés car aucune autre entreprise ne les met en concurrence pour les faire baisser), l'inflation apparaît. De même, l'intervention de l'Etat, par exemple par la mise en œuvre de salaires minimaux, crée une **boucle prix/salaire** (spirale inflationniste).

La question de l'inflation est « complexe » : examinons ce que nous venons d'apprendre, sous un autre angle... sous une autre approche...

On peut distinguer 3 grandes familles d'explication à l'inflation :

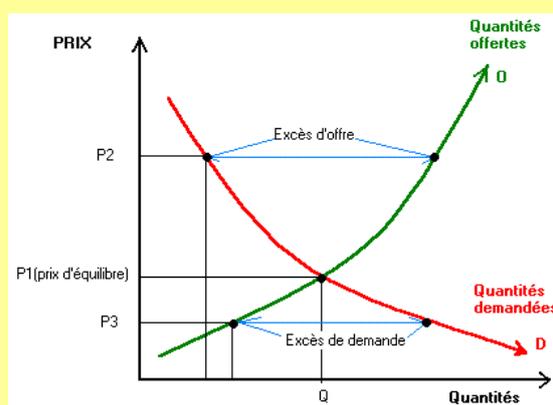
- 1. des explications conjoncturelles,
- 2. des explications structurelles
- 3. des explications monétaristes.

1. Les explications conjoncturelles : il s'agit ici d'expliquer la définition initiale (déséquilibre entre l'offre et la demande) en analysant le rôle exercé sur les prix par l'offre puis par la demande. Ces explications sont appelées conjoncturelles car liées à un état provisoire du marché.

1.1. L'inflation par l'offre est liée au comportement des entreprises :

- **soit volontairement**, c'est-à-dire en fonction de décisions stratégiques, pour augmenter le taux de marge (et donc accroître le profit de la firme) par la hausse du prix de vente du produit final, ou par l'introduction de nouveaux produits en montée de gamme. Ce comportement suppose cependant que le produit vendu dispose d'un avantage distinctif par rapport à la concurrence (en termes de qualité, d'image de marque, ou de services spécifiques liés au produit).
- **soit sous la contrainte de l'accroissement des charges**, liées au prix des matières premières importées (pétrole par exemple), ou au cours des devises dans lesquelles sont libellées les importations nécessaires à la production (importations facturées en \$). C'est ce qu'on appelle « **l'inflation importée** ». D'autres augmentations de charges peuvent conduire à la hausse du prix de vente du produit final : accroissement du taux d'intérêt, évolution du progrès technique (qui renchérit le coût de l'investissement), augmentation du coût du travail ou de la fiscalité.

1.2. L'inflation par la demande : une augmentation rapide des revenus (salaires, ou transferts sociaux) entraîne un accroissement rapide de la demande. Compte tenu du délai nécessaire pour adapter le volume de l'offre au niveau de la demande, l'augmentation des prix permet d'épuiser la demande surabondante. Une hausse de la demande entraîne mécaniquement une hausse des prix, la demande étant une fonction décroissante des prix.



Liaison entre prix et demande

2. Les explications structurelles : il s'agit ici de rechercher les causes structurelles c'est-à-dire durables en fonction de l'organisation des structures du marché ou des mécanismes de répartition.

- **2.1. En terme de structure de marché**, on constate que des marchés concentrés (**oligopoles, ou oligopoles restreints**) favorisent les ententes illicites entre les producteurs (**ou offreurs**), pour se partager le marché, sans respecter les conditions de concurrence, comme pour le marché de l'eau en France par exemple dans les années 1980. D'autre part, des situations de monopoles publics favorisent l'augmentation des prix, les clients captifs (**les ménages le plus souvent**) ne disposant pas d'alternative sur le marché (SNCF, EDF).
- **2.2. En termes de mécanisme de répartition**, le mécanisme du Smic peut contraindre les entreprises à faibles gains de productivité à augmenter le prix final si la hausse du Smic est supérieure aux gains de productivité de l'entreprise. **Dans le même esprit, le mécanisme des conventions collectives a pu être accusé de favoriser l'inflation, par la contagion des augmentations salariales entre des entreprises de la même branche mais à gain de productivité différent.**

3. Les explications monétaires : les mécanismes de création de moyens de paiement (**dont la monnaie, mais une entreprise peut payer un fournisseur avec une lettre de change qui n'est pas de la monnaie**) sont aussi responsables de l'inflation. Lorsqu'un établissement financier (**une banque**) accorde un prêt à une entreprise pour réaliser un investissement - elle crédite le compte de l'entreprise. **La firme dispose de moyens de paiement supplémentaires, et la richesse produite est inchangée. L'inflation naît de ce décalage entre la quantité de monnaie en circulation et la quantité de biens ou services disponibles.**

Milton Friedmann « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ».

Cette analyse débouche sur la responsabilité de l'État interventionniste dans le mécanisme de l'inflation. En effet, depuis les années 1975, la France connaît une situation de déficit budgétaire. Pour combler ce déficit l'État fait appel à un financement extérieur, notamment par les banques dans les années 1970, ce qui favorise donc l'inflation. C'est pourquoi les théories monétaristes rejoignent ici certaines théories d'inspiration libérale, partisane du « *moins d'État* ». Réduire l'inflation revient alors à réduire les besoins de financement de l'État, donc à réduire ses dépenses ; donc à réduire son périmètre d'activité.

* * * * *

Annexe I° : Les différentes interprétations de l'inflation ¹⁹ :

Par la monnaie :

- Théorie quantitative de la monnaie ($PT = MV$).
- Rôle de la vitesse de circulation de la monnaie.
- Laxisme des autorités monétaires.
- Anticipations inflationnistes.

Par la demande :

- Insuffisance de la capacité de production.
- Baisse de la propension à épargner.
- Déthésaurisation.
- Entrée de revenus supplémentaires (excédent de la balance commerciale, entrée de capitaux...).
- Dépenses à effets productifs différés.
- Déficit budgétaire.
- Augmentation des dépenses « *improductives* ».

Par les coûts :

- Croissance des salaires plus rapide que celle de la productivité.
- Charges sociales.
- Épuisement des matières premières.
- Coût des importations.
- Dépréciation de la devise nationale.
- Coût de l'endettement.
- Pression fiscale.

Par les structures :

- Rôle des syndicats.
- Législation sociale.
- Concentration de l'appareil productif.
- Rôle des firmes « *motrices* ».
- Recherche d'une stabilité du taux de profit.
- Globalisation des négociations en matière de revenus.
- Inégalité des conditions de production.
- Inflation de productivité.
- Validation par l'État des créances privées.

¹⁹ Pierre Bezbakh, op.cit.

7. Les conséquences de l'inflation ²⁰

Quelles sont les conséquences de l'inflation ? :

1. L'inflation encourage l'endettement:

1.1. La consommation présente est privilégiée à la consommation future : si l'inflation est anticipée par les agents économiques, alors ils préservent leur pouvoir d'achat en dépensant immédiatement les biens qui seront plus chers à l'avenir à cause de l'inflation. Les agents privilégient la consommation présente à la consommation future, c'est-à-dire aussi l'investissement à l'épargne.

C'est ce raisonnement qui les conduit à s'endetter puisque la hausse des prix avantage le débiteur au détriment du créancier.

1.2. L'effet de levier : l'effet de levier consiste, pour une entreprise, à utiliser l'endettement pour augmenter sa capacité d'investissement. Les bénéfices obtenus grâce à l'endettement deviennent ainsi plus importants que la valeur de l'endettement...

L'inflation réduit le coût des dettes parce qu'elle fait baisser les taux d'intérêts réels monnaie abondante donc son prix baisse.

L'endettement sert alors de « levier » à la rentabilité financière des entreprises.

L'une des conséquences de l'inflation des années 1970 est ainsi l'endettement des entreprises françaises, qui atteint 240 % des fonds propres en 1981.

2. L'inflation favorise l'épargne :

2.1. L'effet d'encaisses réelles : Arthur Cecil Pigou ²¹ postule que les agents économiques ont une valeur désirée des encaisses réelles, c'est-à-dire des actifs monétaires qu'ils détiennent. Le partage du revenu consommation-épargne dépend ainsi de l'inflation.

En effet, la hausse des prix entraîne une diminution de la valeur réelle des encaisses qui conduit à fournir un effort d'épargne pour les reconstituer.

L'inverse étant vrai, cela conduit Pigou à soutenir que la déflation n'est pas cause de récession puisque la baisse des prix favorise la consommation.

2.2.. Remise en cause des politiques keynésiennes : en 1956, Don Patinkin ²² introduit ce mécanisme dans le raisonnement keynésien afin de réhabiliter le fonctionnement classique du marché du travail. En effet, puisque la baisse des salaires nécessaire pour atteindre le plein-emploi entraîne une baisse des prix qui augmente le pouvoir d'achat des encaisses, nul besoin de soutenir la demande.

²⁰

https://www.google.com/search?q=les+cons%C3%A9quences+de+l%27inflation&rlz=1C1AVNG_enFR665FR669&oq=&aqs=chrome.0.69i59i45018.170687648j0j15&sourceid=chrome&ie=UTF-8

²¹ Arthur Victoria Cecil Pigou est un économiste britannique. Il a particulièrement travaillé sur l'économie du bien-être, et a introduit la notion d'externalité. Élève d'Alfred Marshall, Arthur Cecil Pigou fut également collègue de John Maynard Keynes à Cambridge.

²² Don Patinkin est un économiste américano-israélien, spécialiste de théorie monétaire et auteur, notamment, de deux livres sur John Maynard Keynes. Il fut professeur à l'Université de Chicago puis à l'université hébraïque de Jérusalem

3. L'inflation pénalise les revenus fixes :

3.1. L'inflation augmente la part des salaires dans la valeur ajoutée : tous les revenus n'augmentant pas au même rythme, leur répartition évolue.

En période inflationniste, les détenteurs de revenus fixes sont généralement pénalisés tandis que les revenus salariaux bénéficient de l'accélération de l'inflation grâce aux mécanismes d'indexation.

3.2. L'exemple de l'hyperinflation allemande : face à l'hyperinflation, l'État cherche à maintenir une circulation monétaire en marks selon le principe « *1 mark est 1 mark* ».

Il prend des mesures pour interdire l'indexation des loyers, prix de détail et services publics.

Pour les populations concernées c'est une véritable expropriation. Par exemple, les loyers représentent déjà en 1921 avant l'hyperinflation de 1923 le quarantième de leur valeur d'avant-guerre, et deviennent nuls ensuite. D'une façon générale, tous les détenteurs de revenus fixes sont totalement ruinés.

4. L'inflation, sans effet sur le chômage ? :

4.1. La courbe de Phillips : mise en évidence en 1958, la courbe de Phillips est une courbe illustrant une relation empirique négative entre le taux de chômage et le taux de croissance des salaires nominaux en Grande-Bretagne entre 1861 et 1957²³.

Cette relation s'explique par le fait qu'au-delà d'un certain niveau de chômage, les salariés ne sont plus en position de force pour exiger une hausse de salaire... Le partage des gains de productivité s'effectue alors en faveur de l'entreprise.

4.2. Ses interprétations :

4.2.1. L'interprétation monétariste : à long terme, le taux de chômage (taux de chômage naturel) ne dépend plus du taux d'inflation. Le taux de chômage naturel est dû à l'inadaptation de certains individus aux exigences des employeurs, au chômage frictionnel, et au chômage volontaire. Le chômage naturel est aussi considéré comme n'accélération pas l'inflation.

4.2.2. L'interprétation keynésienne : les keynésiens ne remettent pas en cause la validité à court terme de la courbe de Phillips, mais ils considèrent qu'à long terme il faut prendre en compte les gains de productivité. Selon eux, le taux de chômage dépend de l'inflation si et seulement si les hausses salariales l'inflation sont supérieures aux gains de productivité. En effet, lorsque les hausses salariales sont supérieures aux gains de productivité, la part des profits dans la valeur ajoutée diminue, ce qui incite les entreprises à diminuer leur demande de main d'œuvre chômage.

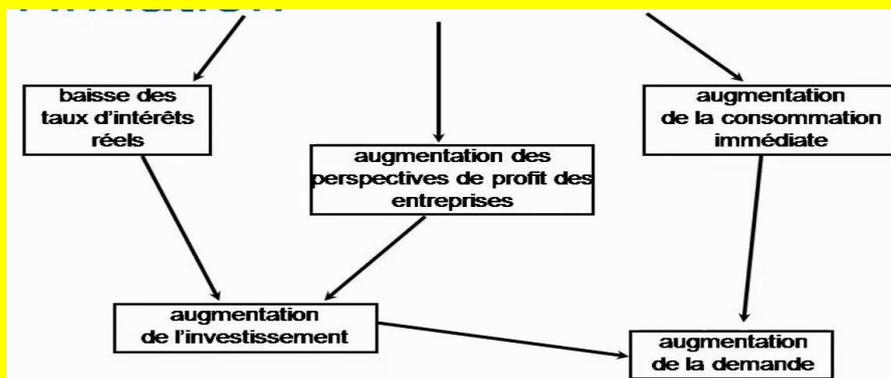
²³ Wikipedia.

5. Les conséquences externes de l'inflation :

5.1. La prime de risque sur les marchés de capitaux : l'inflation diminue le taux de change nominal d'une monnaie selon la théorie des parités de pouvoir d'achat. Cette dernière perd donc en valeur au fur et à mesure que l'inflation progresse. Ainsi, **un pays soumis à l'inflation a difficilement accès au financement des marchés de capitaux car les créanciers, qui savent que leurs créances risquent de perdre en valeur, exigent une forte prime de risque qui se traduit par une forte augmentation du taux d'intérêt auquel le pays peut emprunter.**

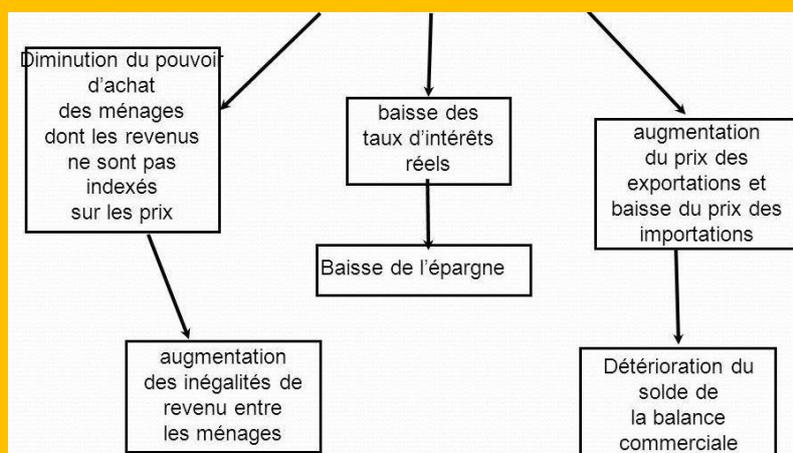
5.2.. La détérioration du solde commercial : l'inflation augmente le taux de change réel d'une monnaie, ce qui a pour effet de pénaliser la compétitivité prix d'une Nation. En effet, le commerce extérieur est pénalisé car les produits nationaux sont relativement plus chers à l'étranger. **On observe donc une baisse des exportations et une augmentation des importations car les produits étrangers sont relativement moins chers. Il en découle une détérioration du solde commercial.**

Conséquences positives de l'inflation :



Source : audit et contrôle de gestion, 5 oct. 2017

Conséquences négatives de l'inflation :



* * * * *

8. Variations autour de la notion d'inflation ...

8.1. Spirale inflationniste :

La « *spirale inflationniste* » est un phénomène économique qui provoque une série d'enchaînements de hausses des prix des facteurs de production qui affectent les indices de prix et les salaires, générant une spirale dont il est très difficile de sortir.

Plus précisément, **l'inflation est un phénomène autoentretenu** : la hausse des prix engendre une nouvelle hausse, qui en engendre une autre, etc. En effet, si les salariés demandent une revalorisation de leurs salaires, les profits des entreprises vont diminuer, ce qui va les inciter à augmenter le prix de leurs produits (on répercute les hausses de salaire). Constatant l'augmentation du prix des produits et donc la diminution de leur pouvoir d'achat, les ménages demandent une revalorisation de leur salaire, etc.

C'est ce qu'on appelle la « spirale inflationniste »...



8.2. De la "bonne inflation" ???!!! :

Une inflation modérée serait bonne pour l'économie : une hausse régulière mais modérée du niveau général des prix est l'objectif principal des politiques monétaires conduites par les grandes banques centrales. Une progression de l'inflation de l'ordre de 2 %/an est considérée par la BCE (Banque centrale européenne) comme une cible optimale.

À un niveau modéré d'inflation... sont associés plusieurs avantages :

- **permet aux entreprises d'ancrer leurs anticipations de hausses des prix** à moyen et long terme. Le caractère prévisible de ces dernières est favorable à la prise de décision d'investir, car il réduit l'incertitude sur les revenus futurs engendrés par l'investissement.
- **incite les ménages à placer leurs excédents de liquidités** plutôt que de thésauriser. À défaut, l'érosion monétaire réduirait le pouvoir d'achat de leur épargne. **Une inflation modérée contribue à assurer l'équilibre entre niveau d'épargne et niveau de l'investissement sans lequel les taux d'intérêt s'orienteraient à la hausse**, limitant, alors, les projets d'investissements des entreprises.
- **permet de conserver les taux d'intérêt à des niveaux peu élevés**, puisque la banque centrale qui fixe les taux d'intérêt directs n'a pas besoin de restreindre les conditions de crédit pour atteindre son objectif de politique monétaire. **Ceci est favorable à la croissance économique car ménages et entreprises peuvent emprunter à des conditions financières incitatives**, tant en termes nominaux (niveau des taux d'intérêt) que réels (niveau des taux d'intérêt diminué de l'inflation).

Une inflation trop forte est nocive :

Si l'inflation progresse trop fortement, cela peut avoir des répercussions dommageables pour l'économie tout entière :

- **une dégradation de la compétitivité prix des produits fabriqués dans le pays par rapport aux produits fabriqués à l'étranger.** En effet, si les prix des produits domestiques deviennent plus élevés que les mêmes produits fabriqués à l'étranger pour une qualité comparable, la demande étrangère risque de diminuer (**baisse des exportations**) alors que la demande interne pour les produits étrangers risque d'augmenter (**hausse des importations**). **Il en résulte une baisse de l'activité pour les entreprises domestiques qui est susceptible d'entraîner des réductions d'effectifs et une progression du chômage.**
- **une incertitude quant au niveau futur des prix.** Aussi, les entreprises adoptent des comportements prudents en matière d'investissement car la rentabilité de ceux-ci est difficile à anticiper. **Une trop forte inflation risque donc de réduire les investissements productifs et donc le potentiel de croissance.**
- **pénalisation des ménages si leurs salaires ne sont pas indexés sur la hausse des prix.** Ils subissent alors une perte de pouvoir d'achat qui peut les amener à réduire leur consommation ou à désépargner pour maintenir leur niveau de vie.
- **Mais cela favorise les emprunteurs car le niveau réel de leur dette diminue.** Par contre, elle pénalise les créanciers pour les raisons opposées.

* * * * *

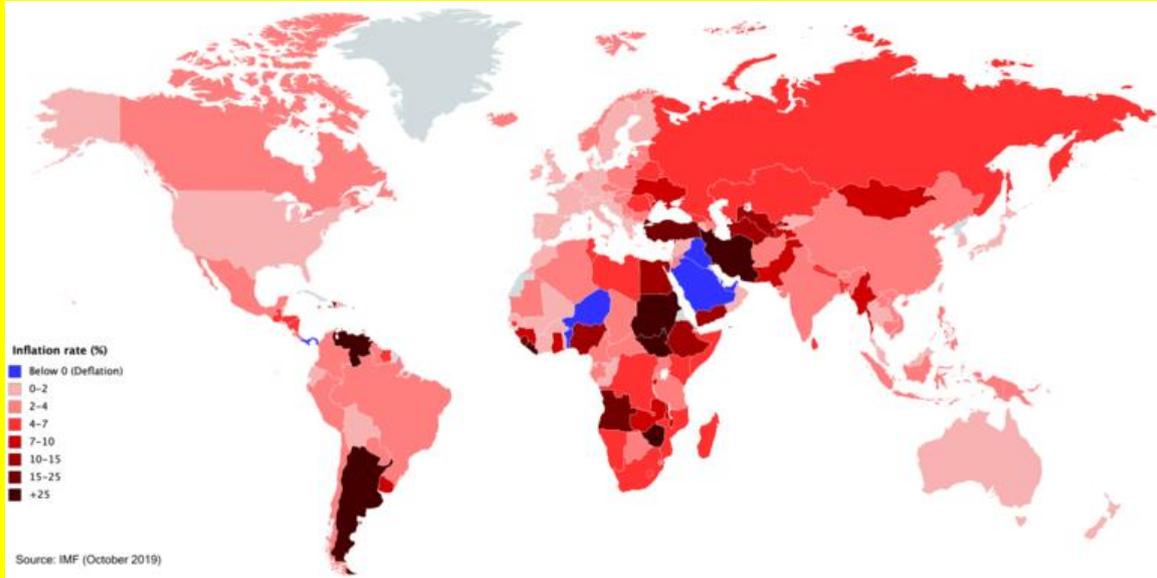
Tableau de l'inflation en France avec inflateur cumulé depuis 1901 ²⁴

Depuis 1901, les prix ont été multipliés par environ 2600. Cette inflation a été masquée par la dévaluation du Franc de 1960. En effet, on compare souvent un peu rapidement des sommes « anciens Francs » à des sommes « nouveaux Francs » sans correction de la dévaluation. On trouve alors une multiplication des prix par 26 et non pas par 2600, ce qui est faux. Le passage à l'Euro en 2002 complique encore un peu les comparaisons puisqu'il faut faire une 2^{ème} correction. Pour être exact, il faut comparer des sommes dans la même devise : anciens FR avec anciens FR, Nouveaux FR avec Nouveaux FR, Euros avec Euros. Il suffit de convertir une des 2 sommes à comparer pour n'avoir qu'une seule devise. Si vous avez 2 sommes de 2 périodes différentes à comparer, utiliser le Calculateur d'Inflation pour le faire plus facilement et en ligne. Cumul : base 1 = année 1901 (valeur brute pour utilisation dans une seule devise)

| Année | Inflation Moyenne Annuelle | Inflateur Cumulé | Année | Inflation Moyenne Annuelle | Inflateur Cumulé | Année | Inflation Moyenne Annuelle | Inflateur Cumulé |
|-----------|----------------------------|------------------|-------|----------------------------|------------------|-------|----------------------------|------------------|
| Prev 2022 | (5.5 ??) | (2807) | 2021 | 1.6% | 2661 | 2020 | 0.5 % | 2619 |
| 2019 | 1.1 % | 2606 | 2018 | 1.8 % | 2577 | 2017 | 1 % | 2531 |
| 2016 | 0.2 % | 2505 | 2015 | 0 % | 2500 | 2014 | 0.5 % | 2499 |
| 2013 | 0.9 % | 2487 | 2012 | 2 % | 2465 | 2011 | 2.1 % | 2418 |
| 2010 | 1.5 % | 2368 | 2009 | 0.1 % | 2332 | 2008 | 2.8 % | 2330 |
| 2007 | 1.5 % | 2267 | 2006 | 1.6 % | 2233 | 2005 | 1.9 % | 2198 |
| 2004 | 2.1 % | 2158 | 2003 | 2.1 % | 2113 | 2002 | 2 % | 2070 |
| 2001 | 1.6 % | 2030 | 2000 | 1.7 % | 1998 | 1999 | 0.5 % | 1965 |
| 1998 | 0.6 % | 1955 | 1997 | 1.2 % | 1943 | 1996 | 2 % | 1920 |
| 1995 | 1.9 % | 1883 | 1994 | 1.7 % | 1848 | 1993 | 2.1 % | 1818 |
| 1992 | 2.3 % | 1780 | 1991 | 3.3 % | 1740 | 1990 | 3.4 % | 1685 |
| 1989 | 3.6 % | 1630 | 1988 | 2.7 % | 1573 | 1987 | 3.1 % | 1532 |
| 1986 | 2.7 % | 1485 | 1985 | 5.8 % | 1447 | 1984 | 7.4 % | 1367 |
| 1983 | 9.6 % | 1273 | 1982 | 11.8 % | 1161 | 1981 | 13.4 % | 1039 |
| 1980 | 13.6 % | 916 | 1979 | 10.8 % | 807 | 1978 | 9.1 % | 728 |
| 1977 | 9.4 % | 668 | 1976 | 9.6 % | 611 | 1975 | 11.8 % | 557 |
| 1974 | 13.7 % | 498 | 1973 | 9.2 % | 438 | 1972 | 6.2 % | 401 |
| 1971 | 5.7 % | 378 | 1970 | 5.2 % | 358 | 1969 | 6.5 % | 340 |
| 1968 | 4.5 % | 319 | 1967 | 2.7 % | 306 | 1966 | 2.7 % | 297 |
| 1965 | 2.5 % | 290 | 1964 | 3.4 % | 283 | 1963 | 4.8 % | 273 |
| 1962 | 4.8 % | 261 | 1961 | 3.3 % | 249 | 1960 | 3.6 % | 241 |
| 1959 | 6.2 % | 232 | 1958 | 15.1 % | 219 | 1957 | 3 % | 190 |
| 1956 | 4.2 % | 185 | 1955 | 1 % | 177 | 1954 | 0.4 % | 176 |
| 1953 | -1.7 % | 175 | 1952 | 11.9 % | 178 | 1951 | 16.2 % | 159 |
| 1950 | 10 % | 137 | 1949 | 13.2 % | 124 | 1948 | 58.7 % | 110 |
| 1947 | 49.2 % | 69 | 1946 | 52.6 % | 46 | 1945 | 48.5 % | 30 |
| 1944 | 22.2 % | 21 | 1943 | 24.1 % | 17 | 1942 | 20.3 % | 14 |
| 1941 | 17.5 % | 11 | 1940 | 17.8 % | 10 | 1939 | 7 % | 8 |
| 1938 | 13.7 % | 8 | 1937 | 25.7 % | 7 | 1936 | 7.7 % | 5 |
| 1935 | -8.5 % | 5 | 1934 | -4.1 % | 6 | 1933 | -3.9 % | 6 |
| 1932 | -8.3 % | 6 | 1931 | -4.5 % | 6 | 1930 | 1.1 % | 7 |
| 1929 | 6.1 % | 7 | 1928 | 0 % | 6 | 1927 | 3.8 % | 6 |
| 1926 | 31.7 % | 6 | 1925 | 7.2 % | 5 | 1924 | 14.2 % | 4 |
| 1923 | 8.9 % | 4 | 1922 | -2.1 % | 4 | 1921 | -13.3 % | 4 |
| 1920 | 39.5 % | 4 | 1919 | 22.6 % | 3 | 1918 | 29.2 % | 2 |
| 1917 | 20 % | 2 | 1916 | 11.2 % | 2 | 1915 | 19.8 % | 1 |
| 1914 | 0 % | 1 | 1913 | 0 % | 1 | 1912 | 0 % | 1 |
| 1911 | 15.5 % | 1 | 1910 | 0 % | 1 | 1909 | 0 % | 1 |
| 1908 | 0 % | 1 | 1907 | 8.5 % | 1 | 1906 | -7.9 % | 1 |
| 1905 | 0 % | 1 | 1904 | 0 % | 1 | 1903 | 0 % | 1 |
| 1902 | 0 % | 1 | 1901 | 0 % | 1 | | | |

Methodologie Insee : chaque année, le déflateur retenu est la moyenne annuelle publiée de l'indice général des prix qui s'appuie sur la population la plus large. On a repris l'indice d'ensemble des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé jusqu'en 1992 et celui de l'ensemble des ménages - France métropolitaine à partir de 1993, début de sa publication. A partir de janvier 1999, c'est l'indice d'ensemble des ménages de la France (**métropole et DOM**) qui est utilisé. L'Insee tient à préciser aux utilisateurs de ces données qu'elles sont d'autant plus fragiles que les périodes utilisées sont éloignées et qu'elles ne peuvent être l'objet d'une référence juridique. Cet indicateur du pouvoir d'achat de l'euro et du franc garde sa pertinence lorsqu'il s'agit de tenir compte de l'érosion monétaire liée à la consommation des ménages mais il n'est pas adéquat pour mesurer l'érosion monétaire des patrimoines constitués de biens immobiliers et d'actifs financiers n'entrant pas dans la composition de l'indice général des prix.

²⁴ <https://france-inflation.com/inflation-depuis-1901.php>

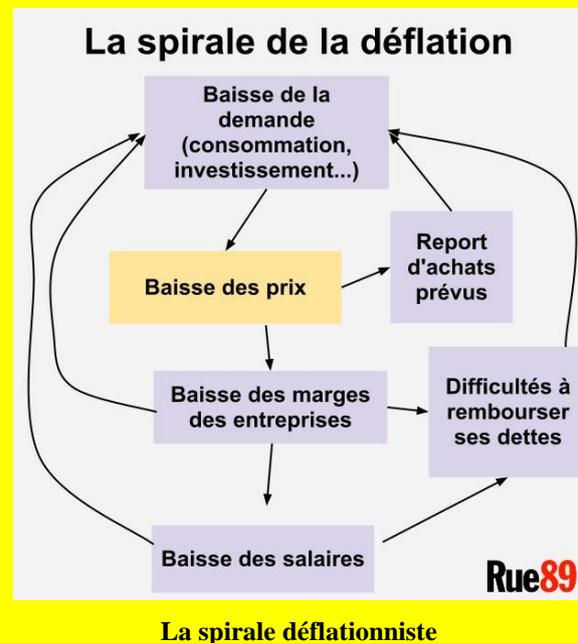


Estimation des taux d'inflation dans le monde en 2019.

Source : Fonds monétaire international, World Economic Outlook, 2019

8.3. Déflation : impact sur la consommation et l'épargne :

Si les agents anticipent une baisse durable des prix, ils peuvent être enclin à thésauriser ce gain de pouvoir d'achat en faisant le raisonnement qu'une même somme d'argent permettra d'acheter davantage de biens dans le futur, par rapport à un achat immédiat. Si ce phénomène, appelé « *effet de revenu* » l'emporte sur l'effet prix, alors la demande baisse, la production aussi, et on entre dans une spirale déflationniste. Ce phénomène est aggravé par la hausse des taux d'intérêt réels qui augmente les rendements de l'épargne, et amplifie la thésaurisation. Cette spirale déflationniste s'auto-entretient d'elle-même, et il faut une intervention exogène pour y mettre fin.



En cas de déflation, l'endettement signifie qu'il faudra rembourser plus qu'avant.

En d'autres termes, l'inflation allège le poids de la dette du débiteur tandis que la déflation le rend plus lourd.

Déflation : impact sur la valeur des patrimoines : la baisse des prix, et notamment la baisse du prix des actifs, réduit la valeur des patrimoines. Ce patrimoine est un réservoir de consommation potentielle future, de même qu'une garantie pour obtenir des crédits. Il constitue donc un pouvoir d'achat futur. La déflation dégrade le niveau de ce pouvoir d'achat, ce qui conduit les agents à augmenter leur épargne pour reconstituer leurs encaisses, mais ce faisant ils réduisent la consommation globale et donc l'activité.

Impact sur les taux d'intérêt réels : le taux d'intérêt réel est égal à la différence entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation. En déflation le taux d'inflation est négatif, les taux d'intérêt réels sont donc égaux à la somme des taux nominaux et du taux de déflation. Plus la déflation est forte, plus les taux d'intérêt réels sont importants, ce qui handicape l'investissement et favorise l'épargne au détriment de la consommation et donc de l'activité.

8.4. « Grande distribution : Lindt, Danone et Kiri accusés de "shrinkflation" ²⁵ sur les produits alimentaires » ²⁶

L'ONG Foodwatch met en cause 6 marques qui ont modifié la taille de leurs produits-phares ces dernières années pour ne pas trop augmenter les prix. Nestlé, Lindt & Sprüngli ou encore Danone ont trouvé la solution pour ne pas trop augmenter les prix en rayons et risquer de faire fuir des clients inquiets pour leur portefeuille : **ils réduisent discrètement la quantité, voire la qualité, de certains de leurs produits** ²⁷.

Foodwatch met en cause 6 marques – Kiri, St Hubert, Saint Louis, La Salvetat, Lindt et Teisseire – « *qui ont modifié la taille de leurs produits-phares ces dernières années* ». L'association, qui « *milite pour la transparence dans le secteur agroalimentaire* », dénonce la *shrinkflation*, stratégie commerciale par laquelle, alors que la quantité de produit contenue dans un bien diminue, le prix du bien est stable ou augmente. Dans le détail, les boîtes de chocolats Pyrénéens au lait de Lindt ont été amputées de 6 bouchées, passant de 30 à 24 et réduisant le poids global de 20%. Alors que le prix au kg, relevé chez le distributeur Carrefour, a bondi de 30% depuis 2020, la hausse du prix de la boîte a été limitée à 4%... Pour se justifier, Lindt France explique que « *le prix au kilogramme a augmenté, reflétant la volatilité et la hausse des coûts de [ses] opérations* », selon un courrier adressé à Foodwatch. Les coûts de production des industriels ont flambé ces derniers mois (énergie, transport, emballage), comme ceux des matières ¹ères agricoles, par exemple le cacao. La Salvetat, propriété de Danone, a réduit la taille de ses bouteilles d'eau de 1,25 l à 1,15l en 2020. Le prix de la bouteille augmente peu (+5%), tandis que le prix /l a grimpé de 15% à Intermarché. Foodwatch souligne que la mention « *Format généreux comme les gens du Sud* » a disparu de l'étiquette.

²⁵ du verbe anglais « *to shrink* », « rétrécir », traduite en « *réduflation* »

²⁶ Le Monde avec AFP.

²⁷ Association Foodwatch dans une étude reprise par l'émission « *Complément d'enquête* », diffusée le jeudi 1^{er} septembre sur France 2.

Sur Twitter, Olivia Grégoire, Ministre déléguée au Commerce a réagi, demandant à la DGCCRF (Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) « *de mener immédiatement une série de contrôles afin de constater s'il y a des pratiques commerciales trompeuses* ».

Le phénomène concernerait 2% des produits alimentaires vendus en grande surface :

concernant les prix, certains se défaussent sur les grandes surfaces : « *Nous ne pouvons que conseiller un prix de vente que le distributeur est libre d'appliquer ou non* », écrit le service consommateur de Danone France. Les informations sur l'emballage sont toutefois de leur fait.

En cette période de forte inflation, les clients des supermarchés sont très sensibles aux prix affichés et il peut s'avérer périlleux de trop les augmenter, au risque que le client se tourne vers la concurrence. Réduire les quantités permet de rester « *compétitif* » tout en préservant les marges, commentait récemment l'analyste financier John Plassard, du gestionnaire de fonds Mirabaud. Selon lui, **environ 2% des produits alimentaires vendus en grande surface pourraient être concernés par la *shrinkflation*, céréales et tablettes de chocolat en tête.** « *C'est une pratique tout à fait légale, à condition d'indiquer le poids du produit de manière claire sur l'emballage pour ne pas tromper le consommateur* », explique Guillaume Forbin, avocat spécialisé en droit de la consommation chez Kramer Levin. Foodwatch regrette « *l'opacité* » du procédé et réclame une meilleure transparence dans l'information aux consommateurs, par l'intermédiaire d'une pétition. La « *shrinkflation* » ne se cantonne pas à la France. De nombreux usagers du réseau social TikTok aux Etats-Unis ont épinglé une tendance à emballer plus de vide dans le même contenant.

Dans son étude, M. Plassard met également le doigt sur un autre phénomène, la « *cheapflation* »²⁸. Il consiste à « *remplacer certains produits ou aliments par des substituts moins chers* ». Il donne l'exemple, aux Etats-Unis, d'une crème glacée devenue « *dessert glacé* », car « *on lui a retiré tellement de produits laitiers (...) qu'elle ne peut plus être légalement appelée crème glacée* ». Si cela peut « *poser un problème d'image* », dans le cas où « *la liste d'ingrédients sur l'emballage a bien été changée* », rien d'illégal là non plus, commente M. Forbin. Celui qui ne respecte pas le droit « *très strict* » de la consommation s'expose à « *des amendes très élevées* ».

* * * * *

²⁸ de l'anglais « *cheap* », « *bon marché* ».

9. Quelles perspectives en France, à court terme ?

« L'inflation continuera de peser sur le pouvoir d'achat et sur les marges des entreprises en 2023. Elle ralentirait toutefois dans l'hypothèse d'une stabilisation à des niveaux élevés des prix de l'énergie. La hausse du prix des matières premières se diffuserait partiellement aux prix des biens et services et l'énergie ne serait plus le principal moteur de la hausse des prix à la consommation. Le bouclier tarifaire sera largement reconduit et amortira une partie de la hausse des prix en 2023, même si son impact sur le taux d'inflation sera moins important qu'en 2022. »²⁹

* * * * *

Synthèse : le choc d'inflation pèse sur la demande intérieure... Le rebond de 2021 semble déjà lointain et la croissance du PIB devrait nettement ralentir cette année et en 2023. Après un recul au T1 (-0,2% /T4 2021), le PIB est reparti à la hausse au T2 2022 (+0,5%) porté par la consommation de services et le commerce extérieur et devrait croître au 3^{ème} trimestre. Au total, la croissance atteindrait 2,6% en 2022, un chiffre relativement élevé et permis en grande partie par un acquis de croissance favorable qui masque le ralentissement de l'activité attendu en fin d'année.

En effet, les pressions inflationnistes freinent la consommation malgré d'importants soutiens au pouvoir d'achat et augmentent l'incertitude.

Et la remontée des taux d'intérêt et les pressions sur les marges pèsent sur l'investissement...

Un ralentissement de la croissance est prévisible en fin d'année 2022 et au 1^{er} semestre 2023 et une contraction du PIB est possible, même si la récession (= 2 trimestres consécutifs de contraction du PIB) devrait être évitée de justesse. Au 2nd semestre 2023, la demande intérieure accélérerait, aidée par le freinage de l'inflation.

En moyenne annuelle, **la croissance serait morose en 2023, s'établissant à 0,6%**. Ce scénario est basé sur des hypothèses fortes en matière d'approvisionnement et de production d'énergie. Les risques baissiers restent élevés et en cas de rationnement contraint de l'énergie ou de nouvelles hausses de prix brutales, **la récession ne pourrait pas être évitée en 2023.**

Principales composantes du scénario :

- **la consommation des ménages ralentirait malgré une politique budgétaire de soutien au pouvoir d'achat en 2022. L'incertitude incite les consommateurs à la prudence.** La croissance de la consommation des ménages serait faible en 2023 même si l'inflation devrait ralentir, au 2nd semestre 2022.
- après avoir été dynamique en 2021, **l'investissement des entreprises ralentirait fin 2022 et en 2023.** Les montants déboursés dans le cadre du « plan de relance » diminuent et la baisse de la fiscalité sur les entreprises ne permettra pas de compenser les effets conjugués de la hausse des taux d'intérêt et les pressions sur les marges subies par la plupart des secteurs. La santé financière des entreprises restait bonne avant cette crise énergétique.

²⁹ Pierre Benadjaoud : « France Scénario 2022-2023 », Département Eco, CA sa, 13 octobre 2022.

- **L'inflation continuera à peser sur le pouvoir d'achat et sur les marges des entreprises en 2023.** Elle ralentirait toutefois dans l'hypothèse d'une stabilisation à des niveaux élevés des prix de l'énergie. **La hausse du prix des matières premières se diffuserait partiellement aux prix des biens et services et l'énergie ne serait plus le principal moteur de la hausse des prix à la consommation.** Le bouclier tarifaire sera largement reconduit et amortira une partie de la hausse des prix en 2023, même si son impact sur le taux d'inflation sera moins important qu'en 2022.
- **Les politiques budgétaires de soutien au pouvoir d'achat sont très coûteuses pour les finances publiques.** Le coût des mesures de soutien face à l'inflation est estimé à 48,6 Mds€ pour 2022 et serait > en 2023. Malgré la fin des dispositifs d'urgence mis en place pendant la crise sanitaire, le déficit public resterait élevé et supérieur à 5% en 2022 et en 2023.
- **La dégradation des termes de l'échange continue à peser sur le déficit commercial en biens.** En 2023, le redémarrage progressif du secteur aéronautique pourrait contribuer à une amélioration de ce solde.
- **Le marché du travail resterait favorablement orienté malgré un ralentissement des créations d'emplois** après une année 2021 exceptionnelle. Une remontée modérée du taux de chômage en 2023 est possible en cas de net freinage de la demande intérieure.

* * * * *

10. En guise de conclusion :

Je propose de partager 3 idées :

1. l'inflation constitue un thermomètre, indicateur de la santé d'une économie : une inflation maîtrisée est le résultat du respect des grands équilibres sociaux-économiques...

2. corolaire : les mouvements aberrants (*innovations minorées, rémunérations excessives, ...*), se paient, notamment, par une explosion d'inflation. Cf. le § précédent...

3. le risque inflationniste (*risque permanent*) commande à la fois, au niveau des Pouvoirs publics et des acteurs responsables de l'économie :

- un pilotage « *fin* » du quotidien « *grand ordinaire* » et
- en permanence, la simulation/prévision d'évènements extraordinaires et inattendus (à l'Israélienne). On voit mal comment poursuivre cette errance dans un libéralisme économique qui génère tout et son contraire... **Fonction « *planification* » et contrôle des prix semblent aujourd'hui incontournables si l'on souhaite émerger de l'arbitraire et de l'absurde.**

Cet état d'esprit est naturellement éloigné des préoccupations d'un système intégralement libéral... Il suppose également que ledit système se comporte « *rationnellement* » (voire responsable), ce qui constitue un cadre idéal... L'économie est appelée à gérer le « *commun* » et non maximiser les rentes de situation socio-économiques...

Il s'agirait d'optimiser la fonction {*Bénéfices/Risques*}... les écarts se « *payant* » sur longue période...

Une condition à ce « *beau schéma* » trop abrupte : sortir du « *court-termisme* »...

* * * * *